

# le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Front populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :  
1 an : 30 F (300 FB)  
6 mois : 15 F (150 FB)  
pli fermé : 44 F et 23 F  
« programme communiste »  
1 an : 32 F (320 FB)

13<sup>e</sup> ANNEE — N° 219  
LE NUMERO : 1,50 FF  
15 FB - 1 FS  
du 1<sup>er</sup> au 14 mai 1976

1<sup>er</sup> mai

## Pour la lutte de classe prolétarienne !

**Proletaires ! Camarades !**

Chômage, exploitation accrue, tensions sociales toujours plus aiguës, conflits politiques et militaires se profilant en chaîne à l'horizon : voilà le tableau que nous offre ce 1<sup>er</sup> Mai. La fameuse « reprise » économique au nom de laquelle on nous appelait à accepter des sacrifices « temporaires » révèle son véritable visage : sous l'aiguillon de la concurrence internationale déchaînée, la « restructuration » accélérée de l'industrie accroît encore le chômage tandis que l'inflation continue et que le salaire réel baisse.

Le capitalisme lui-même balaie ainsi le mythe de la société « prospère », « libérée » de la misère et de la peur, et confirme la thèse classique du marxisme : les gigantesques capacités de croissance et d'expansion du capital ont pour contrepartie l'exploitation, l'instabilité, l'incertitude du lendemain, le mépris cynique de la vie, le gaspillage démentiel des ressources sociales, dont les premières victimes sont les prolétaires, c'est-à-dire ceux-là même qui font tourner au prix de leur sueur la machine productive. La seule certitude qu'il puisse offrir à ses esclaves, c'est qu'il prépare un nouveau cycle d'expansion et d'accumulation frénétique qui mènera à des crises toujours plus étendues et violentes, en ne reconstruisant que pour détruire, en détruisant pour reconstruire.

Un autre mythe s'écroule au moment où la pression de l'Etat se fait plus forte sur les prolétaires pour les plier aux exigences de la production capitaliste. C'est celui que répandent dans les rangs ouvriers les mille variantes de l'opportunisme social-démocrate et stalinien : le mythe d'une réforme graduelle et pacifique de la société capitaliste, d'une adaptation de l'Etat démocratique — ce conseil d'administration du capital —

aux besoins et aux aspirations du prolétariat en échange d'un respect servile de ses lois, et de la subordination des besoins élémentaires de vie et de lutte des travailleurs aux exigences du capital.

**Proletaires ! Camarades !**

Le mode de production capitaliste est basé sur des antagonismes de classe que ses représentants officiels et ses laquais opportunistes essaient en vain de masquer ou d'atténuer, mais qui explosent violemment à intervalles réguliers. Cela montre que nous ne pouvons défendre nos conditions de vie et de travail qu'en rompant avec la défense de l'économie nationale, cette machine à nous exploiter à laquelle les valets réformistes de la bourgeoisie veulent nous enchaîner.

Ce mode de production est basé sur une guerre permanente entre capital et travail. Cela signifie que nous ne pouvons pas résister à ses violentes attaques (qui ne cessent pas même quand il se paie le luxe de nous jeter quelques miettes de plus) sans répondre à sa guerre par notre guerre.

Le capital se dresse contre nous en mobilisant toutes les ressources matérielles et idéologiques dont sa classe dispose grâce à son monopole sur toutes les richesses. Nous devons lui opposer le front compact de la solidarité entre tous les exploités, de toutes les catégories, de toutes les usines, de tous les pays, « nationaux » et immigrés, travailleurs actifs et chômeurs, jeunes et vieux, hommes et femmes, en agissant de l'intérieur et de l'extérieur des organisations syndicales que nous avons nous-mêmes créées en un siècle d'histoire, pour qu'elles fassent au moins ce qu'elles déclarent encore malgré tout vouloir faire pour la défense de nos conditions d'existence.

Le capital prétend que lorsqu'il diminue notre sa-

laire ou nous jette sur le pavé, il le fait « dans l'intérêt de la communauté nationale ». Nous répondons que pour nous il n'existe qu'une seule communauté, celle de notre classe, et que notre véritable intérêt nous impose d'arracher par la force des augmentations de salaires pour les travailleurs actifs, le salaire intégral pour les chômeurs, les licenciés et les retraités, la diminution radicale de la journée de travail sans diminution de salaire, la suppression des heures supplémentaires !

Le capital nous promet de satisfaire nos revendications, mais demain seulement, quand les investissements auront eu le temps de faire repartir la machine économique (en comptant sur le « sens des responsabilités » de nos soi-disant « représentants politiques et syndicaux » pour nous faire respecter les règles du jeu : ordre, discipline, productivité, ascétisme !). Nous répondons que les augmentations de salaires et la réduction du temps de travail, nous les voulons TOUT DE SUITE, et que nous n'avons pas l'intention d'abandonner nos revendications contre des promesses lointaines et vides, et encore moins d'abandonner nos moyens élémentaires de lutte, au premier rang desquels nous mettons la grève sans préavis et sans limitation préalable de durée !

En ce 1<sup>er</sup> mai qu'ils plaient sous le signe de l'anniversaire du Front populaire, les partis faussement ouvriers nous appellent à subordonner notre défense à l'arrivée au pouvoir par les voies pacifiques et parlementaires d'un nouveau gouvernement « de gauche » qui pourrait soi-disant imposer les revendications sans lutte de classe. Nous répondons qu'il n'y a rien à attendre des élections, ni d'un gouvernement de gauche mais tout de la lutte prolétarienne résolue et sans trêve !

(suite page 8)

## Le besoin impérieux de l'appui aux luttes des travailleurs immigrés

La défense des ouvriers immigrés, dont la proportion atteint souvent plus de la moitié des OS dans d'importantes branches,

des ouvriers des foyers Sonacotra qui « logent » 15.000 travailleurs dans des conditions usurières avec un règlement policier (interdiction des visites, droit d'entrée dans les chambres et de fouille du directeur...) qui prolonge le despotisme d'usine en soumettant l'ouvrier à la surveillance constante des sbires du capital prompts à communiquer avec le commissariat de police, est un exemple de la misère d'une catégorie ouvrière, un exemple de sa rébellion généreuse. Elle est une illustration aussi de l'isolement systématique dans lequel cette lutte est tenue par l'opportunisme politique et syndical qui n'hésite, de plus, devant aucun moyen pour la briser.

Quand le P.C. appelle à une manifestation à Saint-Denis après l'expulsion de 16 délégués, ce n'est pas pour appeler les ouvriers français à la solidarité mais pour faire défiler ses troupes sous les pancartes où l'on peut lire : « Le gauchisme entraîne la répression » ! Quand la CGT s'inquiète de l'activité du comité de soutien de Bagnolet, c'est pour poser comme condition à sa participation l'exclusion des militants maoïstes qui y travaillaient depuis le premier jour. L'impuissance des 4 délégués des foyers est telle que pour l'« appui » illusoire de la CGT, ils ont accepté l'exclusion de ces militants, et nous devons signaler que nous avons été les seuls à nous y opposer formellement. Fort de cette victoire, le PC a empêché la manifestation prévue à Bagnolet et, deux jours plus tard, a reçu les délégués du foyer pour leur signifier qu'il ne les soutiendrait que lorsque le comité ne comptera plus de gauchistes (notamment le CFI). Une grande partie des travailleurs du foyer comprennent cette attitude du PC et de la CGT comme une trahison. Mais, dans l'immédiat, c'est l'opportunisme qui a la force.

Celle qui doit contrer cette politique de sabotage systématique doit encore naître. La manifestation du 24 avril à l'appel des organisations d'extrême gauche et de nombreuses sections syndicales (CFDT notamment) a rassemblé 15.000 personnes. Nous ne pouvons (suite page 4)

### DANS CE NUMERO :

- A force de courir après les « gouvernements ouvriers », on perd la voie de la révolution prolétarienne.
- Le « miracle brésilien » et ses revers.
- En Argentine, le flirt du PC et des militaires.
- En Italie, le PCI plus prêt que jamais à « sauver le pays ».
- La nationalisation des entreprises en difficulté : une recette mensongère.
- A propos des luttes à Lip.
- Corbehem : une lutte courageuse.
- Comment la CFDT défend les chômeurs.
- Ce que dit le Parti aux étudiants.
- Leur « front unique » et le nôtre.
- Une légèreté impardonnable.
- But final du mouvement communiste... (2).
- Vie du parti.

est une question vitale pour l'ensemble de la classe ouvrière, surtout dans un pays où le sentiment de supériorité nationale et raciale s'est ancré en de longues décennies de domination impérialiste directe et indirecte.

La classe ouvrière ne peut admettre les discriminations, les persécutions et les exactions qui frappent quotidiennement cette partie de ses membres soumis à une pression économique renforcée, à une pression ainsi qu'à une répression policières inouïes sans renoncer à se défendre contre le capital. On peut dire, sans exagérer nullement, que la capacité de lutte de la classe ouvrière se mesure à son aptitude à se mettre en mouvement à côté de ses frères de classe et à tisser des liens de solidarité avec eux.

Disons que nous sommes bien loin de ce résultat. La grève

Vient de paraître :

## programme communiste N° 69-70

au sommaire :

- 1926-1976 : du socialisme dans un seul pays à la démocratie dans tous.
- La question agraire. Rapports du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution communiste.

### LA CRISE DE 1926 DANS LE P.C. RUSSE ET L'INTERNATIONALE (2)

LE VI<sup>e</sup> EXECUTIF ELARGI DE L'I.C.

- Introduction
- Intervention d'A. Bordiga au VI<sup>e</sup> Exécutif élargi de l'Internationale Communiste (février-mars 1926)

- En marge du X<sup>e</sup> plan quinquennal : le mythe de la « planification socialiste » en Russie.

# A force de courir après les « gouvernements ouvriers », on perd la voie de la révolution prolétarienne

Toutefois si les interprétations étaient alors indécises et discordantes, il n'y a plus d'hésitations aujourd'hui dans le camp de l'« extrême-gauche » (1) : avec des nuances que nous ne nions pas mais qui ne changent rien à l'essentiel, tous les groupes ont allègrement décidé que : 1) le « gouvernement ouvrier » n'est pas la dictature du prolétariat ; 2) c'est le gouvernement des grands partis « ouvriers » officiels — P.C. et si possible P.S. — ; 3) c'est un gouvernement parlementaire, même s'il doit être mis en place grâce à la poussée d'une mobilisation des masses ; 4) c'est un stade intermédiaire entre régime bourgeois et révolution socialiste ; de plus c'est un point de passage obligé et nécessaire, sans lequel il n'y a pas de révolution ; et ceci ou bien parce que, grâce à l'appui des syndicats, un tel gouvernement d'... étape ne manquerait pas d'assurer aux prolétaires des conquêtes comme le contrôle sur l'industrie ou les nationalisations, qui représentent, dit-on, autant de bases de lancement pour la fusée révolutionnaire, des flots de pouvoir en pleine domination capitaliste, ou bien parce que cette « expérience » ouvrirait les yeux aux prolétaires et élèverait leur conscience « à un plus haut niveau ». C'est pourquoi on n'a pas le choix : ou bien on en passe par là et on avale ce plat, amer pour les uns, mi-figue mi-raisin pour les autres, nécessaire pour tous, ou bien on se casse la figure.

Au cours des discussions qui se déroulèrent au sein de la III<sup>e</sup> Internationale sur les graves problèmes de la tactique communiste, notre courant se battit constamment contre l'usage hasardeux et sommaire de formules qui, parce qu'elles étaient vagues et mal définies dans leurs limites et leurs frontières même si elles répondaient à des exigences réelles et donc légitimes, se prêtaient à des interprétations discordantes et, en général, franchement légalistes de la part de partis, surtout occidentaux, non seulement fragiles et incertains, mais aussi soumis à d'anciennes traditions démocratiques. Une de ces « mots » malheureux, peut-être le plus lourd de conséquences désorientatrices, fut celui de « gouvernement ouvrier », qui en théorie voulait être un « pseudonyme de la dictature du prolétariat » utilisé pour rendre plus compréhensible aux masses son contenu, mais dont — à part l'ambiguïté même du terme « gouvernement » alors que ce qui était en jeu c'était en réalité la question du POUVOIR et de l'ETAT — on n'excluait pas, explicitement, une interprétation parlementaire et gradualiste, — interprétation que purent faire, hélas ! sans être contredits, des hommes comme Graziadei à la tribune du IV<sup>e</sup> Congrès —, quitte, au bout d'un an, à faire un constat de faillite et à procéder à une reformulation précipitée des directives à suivre.

Le marxisme révolutionnaire n'a jamais exclu (mais une chose est exclue, et autre chose tenir pour acquis) qu'un gouvernement « de gauche » puisse, dans certaines circonstances, constituer une condition favorable pour une issue révolutionnaire. Mais pour cela il faut deux conditions. La première est de ne pas le considérer comme une « conquête qu'il faut défendre » au lieu de le considérer comme une solution imposée que l'on n'a pas été capable d'éviter dans un premier temps ou que l'on n'a pas été en mesure de dépasser tout de suite après. La deuxième condition est de s'en servir « pour accélérer dans le prolétariat, comme disent les Thèses de Rome (2), la conviction qu'un tel gouvernement n'est pas fait en sa faveur mais pour des buts contre-révolutionnaires », accélération qui ne sera jamais possible si on ne dénonce pas cette combinaison parlementaire, avant même qu'elle naisse, comme étant non-ouvrière et anti-ouvrière, et si on ne prépare pas les prolétaires

à abandonner ces partis qui sont des recours bourgeois pour des situations d'urgence et à se réunir autour du drapeau d'une solide organisation indépendante de classe. Et c'est cela précisément que les partis d'« extrême gauche » ne font pas. Ils font même le contraire ! Ils sont les champions des étapes intermédiaires vers la révolution et plus les prolétaires qui les suivent sont mobilisés dans l'effort d'aider à construire ces étapes, plus ils s'éloignent de la voie de la préparation révolutionnaire. C'est à cela que même tout gradualisme, même dans sa version antigradualiste !

Pour eux, soit explicitement soit implicitement, un parti est un parti ouvrier par le simple fait que des ouvriers le suivent. « Mais, disait Lénine contre les pères anglais de semblables déviations, qu'un parti soit ou non véritablement un parti politique ouvrier ne dépend pas seulement de la question de savoir s'il est composé d'ouvriers, mais également quels sont ceux qui le diri-

gent et quel est le caractère de son action et de sa tactique. Seuls ces derniers éléments nous permettent de savoir si nous sommes en présence d'un véritable parti politique du prolétariat. De ce point de vue, le seul juste, le Labour Party [par exemple] est un parti foncièrement bourgeois car, bien que composé d'ouvriers, il est dirigé par des réactionnaires, par les pires réactionnaires, qui agissent tout à fait dans l'esprit de la bourgeoisie ; c'est une organisation de la bourgeoisie, organisation qui n'existe que pour duper systématiquement les ouvriers, avec l'aide des Noske et Scheidemann anglais » (3). Pour les groupes d'extrême gauche, au contraire, un tel parti est « ouvrier », indépendamment de son programme, de ses objectifs déclarés, de sa tactique, de son action ouvertement contre-révolutionnaires. Pour eux, l'opportunisme n'est pas un phénomène matériel dont la formation et la nature tiennent à des faits objectifs déterminés et déterminants et qui agit nécessairement comme il doit agir ; non, il fait, comme ils disent, des « erreurs de choix » et par exemple il a commis l'erreur d'envoyer en 1944 ou 1945 Thorez reconstruire le pays avec de Gaulle ou Togliatti cogérer la crise d'après-guerre avec De Gasperi ; ou bien il est l'opportunisme parce qu'il est prisonnier au sommet d'une bureaucratie qui n'est pas librement élue par la base. Il en résulte que le grand problème pour ceux qui refusent la politique de l'opportunisme, serait d'obliger l'opportunisme à se raviser, à redécouvrir comment on fait... la révolution, ou au moins comment on la prépare. Autrement dit il en résulte, si on admet qu'il est impossible de changer l'opportunisme, qu'il faut l'aider à se démasquer devant les ouvriers, sans dire toutefois à ces derniers ce qu'il est réellement, sinon ce jeu habile et subtil ne réussirait pas. Dans les deux cas on en arrive — au nom du « niveau de conscience » faute duquel le soleil de l'avenir ne devrait jamais se lever — à l'aberration qui consiste à le soutenir sous prétexte que l'histoire nous l'aurait mis dans les pattes comme un marchepied obligatoire. D'où il résulte, et c'est logique, que s'il n'arrive pas tout seul à prendre l'Assemblée nationale, il faut le pousser à coups de bulletins de vote ou de mobilisation populaire. L'opportunisme élevé au rang de condition « sine qua non » de la révolution ! Kerevsky et consorts soutenus par... Lénine et bénis par lui comme gouvernants « ouvriers » ! Noske auquel rendent grâce d'outre-tombe Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht parce que, fût-ce en les masquant avec la fine fleur de la classe ouvrière allemande, il a aidé à élever la « conscience » des ouvriers !

Les paladins de l'ordre établi, par vocation historique et par délégation de la bourgeoisie, considérés comme instrument (involontaire ou non) de la destruction de cet ordre ! La corde au cou du pendu que l'on fait passer comme un moyen de la destruction du bourreau (admettons que ce soit un moyen involontaire, mais la bourgeoisie est la mère involontaire de ses fossoyeurs : avons-nous jamais dit qu'elle est notre amie et notre sœur ?) ! Voilà où mènent l'« intelligence tactique » et l'« art de la manœuvre » : à la destruction du dernier lambeau d'autonomie de la classe et de son parti alors qu'on croit ainsi les sauver — Dieu nous préserve — de l'ogre (un gouvernement de coalition bourgeois-ouvrier) !

Et oui, les artistes de la « manœuvre tactique » veulent nous offrir, les braves gens, un gouvernement « sans représentants des intérêts bourgeois ». Mais quels intérêts peut bien représenter l'opportunisme sinon les intérêts bourgeois, éventuellement contre et par dessus la bourgeoisie elle-même, obtuse ou en position de repli provisoire ? Qui a sauvé l'ordre capitaliste en Allemagne et en Hongrie quand, il y a cinquante-sept ans, la révolution frappait à la porte, sinon les prédecesseurs des Marchais, des Berlinguer et des Carrillo ? Qui le sauve, hors du gouvernement comme en France ou dans le gouvernement comme au Portugal ?

— 0 —

Les révolutionnaires peuvent subir l'infâme intermède d'un gouvernement opportuniste parce qu'ils n'ont pas encore la force de l'abattre ; ils ne doivent jamais cacher aux prolétaires que ce gouvernement naît, vit et meurt avec une mission historique : sauver la bourgeoisie en répandant des illusions et aussi, bien sûr, des « assurances sociales » parmi les ouvriers. Ils ne doivent jamais désarmer les victimes d'un jeu dont elles sortiront victorieuses et non pas vaincues à une seule condition : ne pas oublier que l'opportunisme est prêt non seulement à gérer la société bourgeoise en l'absence de la bourgeoisie, mais aussi à imposer sa domination aux exploités par la force et la violence. Le calvaire séculaire du prolétariat a connu une série interminable de « gouvernements ouvriers » taillés sur mesure pour empêcher ce « désastre national » qu'est la révolution ou, le cas échéant, décapiter la révolution. Ne peuvent croire que la répétition à l'infini de cette expérience servira la cause révolutionnaire du prolétariat, plutôt qu'à la cause contre-révolutionnaire de la bourgeoisie, que ceux à qui la classe dominante et son cortège de curés et de professeurs ont brouillé la vue, et si cela ne suffit pas, arraché les yeux. Mais le prolétariat a besoin, enfin, de voir et, en voyant, de combattre sur son terrain, et de gagner. Il serait grand temps que cela arrive.

(1) Ce qui s'appelle — avec plus ou moins de respect pour la vérité — l'« extrême gauche » rassemble chez nous les courants se réclamant du trotskysme ainsi que des groupes spontanéistes touchant un peu à toutes les écoles, comme l'OCR ou l'OC-GOP, sans oublier l'ineffable PSU, au réformisme à peine voilé par le verbe extrémiste.

Ce magma exclut l'infinie variété des partis et groupes se revendiquant d'un prétendu « marxisme-léninisme » sanctifiant Mao et Staline. Ceux-là ne parlent pas de « gouvernement ouvrier » mais alternent entre le refus d'un gouvernement « social-fasciste » — quitte à tomber dans les bras de la social-démocratie comme au Portugal — et l'adoration des Fronts populaires antifascistes ainsi que des Fronts patriotiques. « Pourvu qu'ils soient dirigés par le parti communiste » osent ajouter les plus malins qui pensent ainsi pouvoir se mettre en règle avec les principes. Mais ils auront du mal à expliquer comment on peut « diriger », c'est-à-dire faire aller dans le même sens communisme et démocratie, quand l'expérience sanglante du prolétariat, si l'on tient seulement compte des tragédies italienne, allemande et espagnole, démontre non seulement que la démocratie est incapable de combattre sérieusement le fascisme mais qu'elle converge avec lui dans sa fonction antiprolétarienne.

Ce magma exclut aussi, cela va sans dire, toute la gamme des courants immédiatistes liés au syndicalisme, au conseilisme ou à l'anarchisme qui s'opposent au « gouvernement ouvrier » et dénoncent sa fonction contre-révolutionnaire, mais surtout parce qu'ils se méfient de tout Etat et par conséquent de tout gouvernement.

(2) Voir Défense de la continuité du programme communiste, Ed. « Programme communiste ».

(3) Lénine, Discours sur l'affiliation au Labour Party de Grande-Bretagne, Œuvres, t. 31, p. 267.

## La position des organisations d'« extrême gauche »

● Le PSU. On ne peut demander au PSU d'avoir une position officielle sur l'attitude à prendre vis-à-vis d'un gouvernement de gauche, surtout à une telle distance des élections législatives — deux ans ! —, car « il faut en discuter, car ce sont les instances compétentes qui trancheront », etc. Néanmoins, le congrès d'Amiens a envisagé la possibilité d'avoir des discussions programmatiques avec les partis de gauche. Pour V. Leduc, le « programme commun » n'est rien moins pour les masses (bien entendu !) que « le symbole de la lutte pour l'abolition du capitalisme, de la transition au socialisme qui, cependant, n'est pas contenu dans le texte [et pour cause !] » (Politique Hebdo du 22/4). Sans doute suffirait-il d'ajouter une petite pincée de « socialisme » dans le programme de la gauche pour permettre au PSU de trouver dans un gouvernement de gauche un point d'appui indispensable pour sa prétendue « stratégie de développement », c'est-à-dire de la transformation dialectique, grâce à l'activité des masses, d'un gouvernement de gauche en un instrument de « rupture » du capitalisme, etc., etc.

● L'OCI. Pour les trotskystes de l'OCI, les choses sont plus que claires : aux cantonales les masses ont dit clairement : « Nous voulons le gouvernement Mitterrand-Marchais, présidé par Mitterrand » (Informations ouvrières du 11/3). C'est tout juste si on ne prévoit pas une liste complète de ministres et secrétaires d'Etat comme condition sine qua non de la révolution ! « Nous disons qu'il n'existe qu'un moyen de mettre fin à l'exploitation, c'est la lutte contre la propriété privée. Et pour atteindre cet objectif, l'avant-garde organisée dans l'OCI dit : « Il est nécessaire qu'un autre Etat se substitue à l'Etat bourgeois. Il est nécessaire que soit organisé le combat pour le front unique ouvrier, pour la disparition du gouvernement Giscard-Chirac, pour la disparition de l'Assemblée nationale, pour le gouvernement PS-PCF, pour les revendications, car cette lutte est celle-là même qui conduit à la victoire de la République des conseils ouvriers [souligné par nous] ». Tout simplement !

● La LCR. Les trotskystes du Secrétariat Unifié affirment pour leur part que l'expérience a suffisamment montré le rôle contre-révolutionnaire que jouent la social-démocratie et le stalinisme (c'est peut-être la raison pour laquelle ils en parlent si peu !). Aussi reprochent-ils au PSU de vouloir se constituer en « future aile gauche de l'Union de la Gauche » et à l'OCI d'avoir une sympathie plus que prononcée pour le Parti Socialiste (ici comme au Portugal), ce qui n'est pas sans fondement. Mais, sous prétexte de tactique du « front unique ouvrier », un « gouvernement des organisations ouvrières » serait nécessaire pour ôter aux masses leurs illusions ; c'est pourquoi la LCR revient tous les jours sur le « scandale » que constitue un « gouvernement minoritaire » et sur la nécessité qu'il y aurait à pousser les « partis ouvriers » à « prendre leurs responsabilités » : le 1<sup>er</sup> congrès de la Ligue affirmait en effet « la nécessité pour les masses de faire l'expérience pratique du réformisme face au problème du pouvoir pour perdre leurs illusions démocratiques bourgeoises » (Cahier Rouge n° 1). C'est peut-être la raison pour laquelle la Ligue se garde bien de combattre de façon radicale ces illusions dans les luttes immédiates..., pour ne pas gêner le front unique avec le réformisme ! Pour notre part, nous ne pensons pas qu'il est impossible que les masses perdent à travers les luttes pour des

objectifs immédiats et partiels, économiques et politiques, leurs illusions sur la démocratie bourgeoise et la nature réelle des « partis ouvriers ».

● LUTTE OUVRIERE. Cette organisation critique les autres organisations se réclamant du trotskysme pour leur opportunisme, mais comme l'a montré notamment la campagne électorale d'A. Laguiller, en fait elle ne s'en distingue véritablement que par son pédagogisme moralisateur et par ses accents pacifistes. On ne peut rien attendre d'un gouvernement de gauche... mais « il faut partir du niveau de conscience des masses elles-mêmes pour les aider à faire leur propre expérience, seule chose capable de les faire progresser » (Lutte de classe n° 7, fév. 73) ce qui justifie que l'on vote — au second tour, dieu merci ! — pour les partis « ouvriers ». Quant à l'attitude vis-à-vis d'un gouvernement de gauche, ce serait faire injure au pragmatisme en mal de publicité que de lui demander de la prévoir. Mais pourquoi cette attitude serait-elle différente de celle qui vaut pour les élections ? Pour répondre maintenant sur le fond, nous sommes bien convaincus que, pour les larges masses, rien ne remplace leur propre expérience, mais justement il n'y a pas que les masses ! Quand les masses ont fait l'expérience de la trahison des partis opportunistes, qu'est-ce qui garantit que le parti révolutionnaire est prêt à capitaliser les réactions révolutionnaires des masses prolétariennes et que ces réactions ne vont pas se perdre dans l'abattement et le découragement ? La condition primordiale est que ce parti ait assuré sa parfaite continuité d'action et d'organisation, ait toujours conservé un point de vue indépendant et d'opposition à l'Etat et à tous les autres partis. Ceci n'empêche nullement un front unique dans les organisations de lutte prolétarienne où la trahison de l'opportunisme peut être l'occasion de la conquête de leur direction par le parti marxiste. Mais autre chose est la conquête d'un groupe parlementaire ou la conquête d'un... gouvernement de gauche ! Ici la trahison ne peut s'accompagner de la continuation de la lutte que si un parti s'est montré capable d'une opposition complète, résolue et évidemment pas seulement littéraire mais sur tous les problèmes brûlants qui intéressent la vie des larges masses.

● OC-REVOLUTION et OC-GOP. C'est ici l'éclectisme le plus complet. On ne peut faire aucune confiance à un gouvernement de gauche. Mais « dans la mesure où une victoire électorale des partis réformistes favoriserait, comme cela est probable, l'essor des luttes populaires, et [c'est nous qui soulignons] représenterait une défaite du quartier général actuel de la bourgeoisie, l'appel à voter réformiste, au second tour, serait une responsabilité évidente de la gauche ouvrière et révolutionnaire » (Politique Hebdo du 22/4) ! Comme si le « quartier général de la bourgeoisie » n'était pas bien plus large que le gouvernement, et comme si, par expérience historique, les partis de gauche n'étaient pas entièrement disciplinés aux ordres de ce « quartier général » ! On conçoit donc que, pour ces organisations, il faille favoriser cette défaite pour revendiquer, malgré « la veulerie de la gauche », le « départ du gouvernement Giscard-Chirac », afin de débloquent la situation politique et libérer le mouvement de masse qui, sait-on jamais, fera naître le pôle révolutionnaire autonome capable de donner une alternative crédible au réformisme, en dehors de toute perspective volontariste d'avant-garde éclairée, etc.

# LE « MIRACLE BRÉSILIEN » ET SES REVERS

Les premières secousses de la crise internationale ont suffi pour que le soi-disant « miracle brésilien » — qui a permis à une bourgeoisie rendue euphorique par sa position de nouveau riche du continent de faire miroiter à « son » peuple les mirages prétentieux et chauvins de l'auto-suffisance du pays, du « Brésil, superpuissance mondiale », etc. — commence à se dissiper.

L'inflation, qu'on affirmait pourtant avoir contrôlée, reprend son galop effréné d'autrefois pour atteindre 5% par mois. Le PNB, qui dans les cinq premières années de la décennie avait connu le taux « miraculeux » de croissance d'environ 10% par an, subit maintenant une chute verticale : en 75 il n'augmente que de 5,5%, et on prévoit pour 76 une croissance encore plus réduite (beaucoup parlent même de **croissance zéro**!). La dette extérieure atteint le chiffre astronomique de 21,5 milliards de dollars en 1975, et la balance des paiements connaît, pour la même année, un déficit de 7 milliards de dollars, alors que les réserves ne dépassent pas 3,8 milliards de dollars. Et à ce tableau sombre il faut encore ajouter le fait que les exportations et les investissements étrangers, clef de voûte du plan de développement économique conçu par les saints patrons du « miracle » chutent vertigineusement : 54,49% de baisse début

1976 pour les premières ; 20% en moins prévus pour les derniers pour cette même année!

« Personne ne peut rien garantir aujourd'hui! », s'exclame pathétiquement le ministre brésilien des Finances, Mario Simonsen (Veja, 10-12-1975), interrogé sur les prévisions pour l'économie brésilienne, alors que, il y a à peine une année, avec l'assurance de tout bon faiseur de miracles, il n'hésitait pas à garantir des superperformances économiques obtenues sur la lancée d'un boom économique que lui et ses collègues présentaient comme perpétuel, à l'abri des crises et des revers de fortune internationaux.

Mais contrairement à ce qu'affirme ce cher ministre, nous pouvons garantir en toute certitude une chose : de même que c'est sur la base de la surexploitation du prolétariat brésilien, imposée par une terreur étatique et paratétatique dont la brutalité est bien connue de tous, qu'a été bâti le « miracle brésilien », de même ce sera par l'imposition de nouveaux « sacrifices », par la pression accrue sur le salaire ouvrier — un salaire de famine! — que la bourgeoisie brésilienne essaiera d'exorciser le spectre de la crise qui hante l'économie nationale.

D'ailleurs, les porte-paroles de la bourgeoisie brésilienne eux-mêmes multiplient aujourd'hui leurs proclamations en faveur de la « com-

pression salariale » comme moyen d'affronter les problèmes causés par la crise, alors que fin 74 ces mêmes messieurs exigeaient du gouvernement la « décompression salariale » et se faisaient les hérauts d'augmentations de salaires supérieures à celles prévues par le gouvernement.

Cela peut étonner, que les capitalistes eux-mêmes, avec leur ministre des Finances en tête, fassent campagne pour des augmentations salariales plus fortes que celles programmées selon les indices gouvernementaux, et accordées six mois avant la date prévue! La cause en est que le salaire ouvrier avait atteint un niveau si bas en 1974 que la **faim** empêchait les ouvriers d'« être productifs » et entraînait un absentéisme tel que la production dans les très modernes galères de Rio et de São Paulo était complètement perturbée. Cette réaction des capitalistes n'avait donc rien de philanthropique : elle visait simplement à garantir la condition élémentaire de leurs profits : des ouvriers en condition physiologique de travailler...

Pour compléter ce tableau, semblable à celui dépeint par Marx dans *Le Capital*, il ne manquait que le cri d'alarme du ministre de la Sécurité sociale qui, face aux critiques du mauvais fonctionnement des hôpitaux et centres médicaux publics devant les-

quels des queues gigantesques se formaient dès 2 ou 3 heures du matin, s'est défendu en montrant que la « maladie » de ces gens était la **sous-nutrition** — c'est-à-dire, pour parler plus clairement, la **faim** — et que si le gouvernement ne prenait pas des mesures énergiques, notamment l'augmentation substantielle des salaires, on encourait le risque d'une dégénérescence de la population laborieuse!

Pour rendre compte de la misère qui frappe aujourd'hui les foyers ouvriers et qui est le résultat de la politique « miraculeuse » instaurée par la soi-disant « Révolution Rédemptrice » d'avril 64 (politique baptisée par les ouvriers d'« arrocho salarial » — tour de vis salarial — et qui consiste à concéder, selon des règles établies par les magiciens de l'économie nationale, des augmentations toujours inférieures à l'augmentation du coût de la vie), il suffit de citer un seul chiffre : d'après les données officielles le « pouvoir d'achat » ouvrier a diminué de 79,81% entre mars 65 et avril 76, date du 12<sup>e</sup> anniversaire du **golpe** (ce calcul porte sur le SMIC — moins de 300 F par mois — qui est le salaire de plus de la moitié des ouvriers). Si l'on pense que le salaire de 65 était déjà un salaire de famine et que, toujours selon les sources officielles, une énorme partie des salariés

(il n'y a pas de chiffre officiel précis, mais d'après différentes estimations on peut l'évaluer à 30% environ) touche moins des 2/3 du SMIC, on voit que c'est de la faim ouvrière que se nourrit le « miracle brésilien ».

Si la bourgeoisie brésilienne a pu mener à un tel point son vampirisme, c'est parce qu'elle s'est trouvée dans des conditions internes et internationales favorables. Celles-ci lui ont permis de former un front compact entraînant derrière lui jusqu'aux classes moyennes qui, jusqu'en 68-69, grondaient encore dans les rues, habillées de rouge pour les besoins de la cause, mais qui se sont vite apaisées dès que, grâce au boom, elles ont pu s'enrichir et goûter aux délices d'une position confortable et aisée. Le contraste est profond entre la misère ouvrière grandissante et l'enrichissement démesuré des classes moyennes dans cette décennie ; entre la pauvreté des **favelas** et le luxe des quartiers bourgeois et **petit-bourgeois**. Ce front compact a écrasé de tout son poids un jeune prolétariat que le « miracle » avait attiré des campagnes vers les grands centres industriels.

Mais ces conditions ont changé, et ceux qui hier encore promettaient le boom en permanence, craignent un bruyant crack pour demain. L'assurance que le boom (suite page 8)

## EN ARGENTINE, LE FLIRT DU PC ET DES MILITAIRES

D'après le Parti « Communiste » d'Argentine (cf. *L'Humanité*, 29-3 et 5-4-76), aussi bien les militaires que « les argentins dans leur immense majorité » (lisez : les staliens) expriment le vœu de « mettre fin au chaos », c'est-à-dire, en fait, à la lutte de classes. Ainsi, « le coup d'Etat a été précédé [de la part des militaires] par une intense campagne tendant à « corriger le cap », ce qui effectivement était nécessaire et urgent », en particulier parce qu'« à la veille du coup d'Etat des bandes fascistes impunies ont désolé par leurs crimes le pays » (et ici le P.C.A. « oublie » de dire que ces bandes étaient et sont composées non seulement par les mafias syndicales, mais aussi par les formations spéciales des forces armées dont la violence blanche continue de plus belle après le 24 mars). Le P.C.A., pour sa part, avait apporté, lui aussi, sa modeste contribution à l'œuvre de « pacification » : « l'assemblée pluripartite que les communistes avaient proposée avec d'autres partis politiques pour

trouver une issue à la crise a été une grande contribution à des solutions nationales, mais elle n'a pu mener à bien son rôle parce qu'elle a surgi au bord de l'abîme » (il s'agissait en fait de la dernière assemblée d'une longue série commencée avant même la montée du péronisme, et dont la fonction avait toujours été le renforcement du régime contre les masses). C'était trop tard, mais heureusement que les formes armées étaient là!

Bien entendu, « le coup d'Etat du 24 mars n'a pas été le moyen convenable pour résoudre la profonde crise politique et économique, culturelle et morale » du pays (le stalinisme va jusqu'à vouloir résoudre les crises « culturelles et morales » de la société capitaliste!). Mais devant la « fatalité », que peut-on faire d'autre que constater « qu'on se trouve devant une nouvelle réalité, et qu'il faut juger des faits tels qu'ils sont, en les confrontant avec les paroles et les promesses ». Car le stali-

nisme n'a pas de préjugés à l'égard d'une armée forgée dans la défense du *statu quo* et dans la lutte contre les masses exploitées, et qui vient de prendre les rênes de l'Etat en réaffirmant sa volonté de mitrailler et d'exécuter les auteurs de tout « acte d'insubordination sociale », grèves comprises.

Certes, « le PCA ne partage pas tous les points de vue du nouveau pouvoir », il exprime même son inquiétude devant des « mesures préoccupantes » de la Junte (telles que « l'interdiction du droit de grève » et « les menaces contre les résidents étrangers ») qui « sont autant de faits qui rappellent la réalité des pays proches » : Chili, Uruguay, Brésil. Mais, par bonheur, « la junte militaire a annoncé des objectifs qui peuvent se résumer ainsi : fidélité à la démocratie représentative, à la justice sociale, à la revitalisation de la Constitution ; réaffirmation du contrôle de l'Etat sur les branches de l'économie essentielles pour le développement et pour la défense nationale ; défense de la capacité de décision nationale », et, par conséquent, le PCA « NE SAURAIT ETRE EN DESACCORD AVEC CES VUES, CAR ELLES COINCIDENT AVEC SON PROPRE PROGRAMME » qui reprend, comme on peut le constater, le programme de n'importe quelle bourgeoisie, même quand celle-ci vient d'éliminer, comme en Argentine, une démocratie représentative devenue inutile dans sa forme actuelle pour la défense de ses intérêts de classe ; même lorsqu'elle vient d'interdire le droit de grève pour les prolétaires ; même lorsqu'elle vient d'annoncer la totale soumission d'un pays déjà semi-colonial à l'impérialisme! Qu'importe, le PCA n'a pas de préjugés!

Le pays a besoin, toujours selon le PCA, d'une « convention nationale démocratique d'urgence qui puisse devenir la base de départ d'un gouvernement civico-militaire de large coalition ». Le stalinisme est plein de modestie : que les militaires fassent seulement de la place, une toute petite place, aux démocrates, et « si la junte militaire devait être une transition vers ce type de gouvernement dont le pays a besoin, un pas en avant aurait été effectué et ainsi s'abattrait la barrière qui sépare les forces armées du peuple », et ce, alors que les masses ouvrières semi-prolétariées sont sauvagement réprimées, par les forces armées et paramilitaires des classes dominantes!

Pour sa part, d'après le PCA, la classe ouvrière aurait besoin que les militaires lui assurent un « syndicalisme libre » : « dans ce domaine, ce qui est important c'est la démocratie syndicale à établir solidement dans une C.G.T. indépendante des patrons, de l'Etat et des partis politiques ». Le PCA répond ainsi aux avances d'une partie de la bourgeoisie qui, ayant constaté la tendance au déclin de l'influence des appareils péronistes sur le prolétariat, envisage la possibilité d'un retour au syndicalisme de collaboration de classes animé par la social-démocratie et le stalinisme : c'était alors l'époque du sabotage des luttes au nom de la « lutte antifasciste » (\*).

Après avoir appuyé l'ordre semi-colonial du continent avant et pendant la deuxième guerre mondiale, et après avoir voulu « jouer à la révolution » lors de la guerre froide en essayant d'entraîner les masses ouvrières dans la voie des réformes par en haut, à la traîne d'une bourgeoisie impuissante et couarde face à l'impérialisme et aux vieilles classes dominantes mais pleine d'initiative et de férocité contre le prolétariat et la paysannerie misérable, le stalinisme latino-améri-

cain est au bout d'un rouleau fait d'ignominie et de trahison.

Aujourd'hui, après un long séjour dans les égouts de l'histoire, il voit ses services récompensés. Il n'a pas été interdit et n'a pas subi la répression militaire, « car ces procédés ne semblent pas correspondre au ton donné par la Junte », alors que la répression du mouvement ouvrier (à ne pas confondre avec le péronisme) et du mouvement démocratique révolutionnaire (PRT, ERP) bat son plein!!!

### Presse Internationale

Le n° 20 (mai 1976) de

### EL PROGRAMA COMUNISTA

est sous presse. En voici le sommaire :

- 1926-1976 : del socialismo en un solo país a la democracia en todos.
- El curso del imperialismo mundial (2).
- Lucha revolucionaria, partido y militancia comunista.
- La función histórica de la democracia en España.

### PUBLICAÇÕES EM PORTUGUÊS

- Teses características do partido : bases de adesão (3 F).
- Lições das contra-revoluções (3 F).
- Os fundamentos do comunismo revolucionário (5 F).

Pedidos a « Le Proletaire »

Lisez et diffusez :

**COMMUNIST PROGRAM**

## Le P.C.I. plus prêt que jamais à « sauver le pays »

Dans la situation de crise qui s'aggrave en Italie, le PC joue déjà, en fait sinon en droit, le rôle d'un parti gouvernemental et étudie avec la DC la meilleure façon de sortir de l'impasse. Les difficultés que rencontrent ces discussions ne découlent pas d'une divergence de fond, mais du fait que les deux larrons ont du mal à trouver une procédure convenable.

Car si certaines fractions de la bourgeoisie et des politiciens hésitent encore à confier au PC des responsabilités gouvernementales, pour les plus consciencieux il s'agit seulement d'une question d'opportunité. Leur porte-parole, le président de Fiat et de la confédération patronale Agnelli, a déclaré « absurde la panique de certaines personnes qui croient peut-être que les communistes, au moment où ils arriveraient au pouvoir, transformeraient l'Italie en une dictature du jour au lendemain » (voir *Le Figaro*, 15/4).

Absurde, en effet! Rien n'est plus loin de leurs intentions, à moins d'entendre par dictature celle que le capital exerce sur le

prolétariat et que le PCI est prêt à prendre en charge.

Blocage des salaires, rationnement de l'essence, etc., qui donc pourra mieux que lui faire accepter aux prolétaires les sacrifices nécessaires pour tenter de rétablir la position du capital italien? « Il faut se préoccuper des intérêts généraux du pays avant les intérêts du parti [sic]. On ne peut pas laisser l'Italie, la lire et toute l'économie aller à la dérive... » a déclaré Berlinguer au meeting du 11/4 à Rome (*Le Figaro* du 12/4) avant de dénoncer les vrais responsables de la crise : « Nous sommes fatigués des révolutionnaires qui conduisent le pays à la misère ».

Et il semble que les élections ne soient pas cloignées : le gouvernement va demander cette semaine un vote de confiance aux Chambres. Le PCI n'étant, comme nous l'avons montré, qu'« une Démocratie Chrétienne pour temps de crise », il n'y a pas d'autre voie pour défendre les intérêts de la classe ouvrière que de continuer la lutte contre le gouvernement actuel par la lutte contre le prochain où siègera peut-être le PC.

## Travailleurs immigrés

(suite de la page 1)

que nous en féliciter. Néanmoins tout reste à faire dans le travail long et difficile pour montrer aux ouvriers français leur devoir de classe sans avoir peur de contrer pour cela l'opportunisme social-chauvin.

C'est pour contribuer à cette tâche indispensable que nos militants ont diffusé le tract suivant, à la manifestation et dans quelques entreprises. Ce tract est toujours disponible. Nous invitons les sections à le diffuser largement et les lecteurs qui le désirent à passer commande, afin de le distribuer autour d'eux :

*Proletaires, camarades,*

Ces derniers temps, la bourgeoisie a frappé très durement les travailleurs immigrés. Il y a quinze jours, elle expulsait 2 délégués du foyer SONACOTRA de Champigny. La semaine dernière, elle expulsait 87 travailleurs pakistanais venus en délégation chez Dijoud pour demander leur régularisation et en arrêtait une centaine d'autres. Puis, elle expulsait une quinzaine de délégués de 9 foyers Sonacotra de la région parisienne.

Les travailleurs résidents de la Sonacotra sont en grève des loyers dans une cinquantaine de foyers depuis de longs mois pour exiger :

- la diminution et le blocage des loyers,
- le statut de locataires et non de résidents, le renvoi des gérants racistes et provocateurs,
- le changement du règlement intérieur répressif; droit de visite, de réunion, d'expression,
- la reconnaissance du comité de coordination des foyers en lutte.

A toutes ces revendications, la Sonacotra n'a répondu que par les intimidations, les tentatives de division, et maintenant par la répression policière et l'expulsion de délégués.

*Proletaires, camarades,*

Face à la crise et à la montée des luttes ouvrières, la bourgeoisie répond par la force. A la propagande démagogique, elle allie de plus en plus la répression! Quant aux lois, elle a vite fait d'oublier celles qui parlent d'égalité entre nationalités ou de droit de grève pour appliquer la fermeture des frontières, la discrimination à l'embauche, le contrôle accru...

La bourgeoisie sait que la force des prolétaires peut être immense lorsqu'ils luttent ensemble, alors elle veut les diviser: hommes contre femmes, français contre immigrés... Elle veut faire croire que les immigrés sont responsables du chômage alors qu'ils en sont les premières victimes! L'Etat protège les trafiquants de main-d'œuvre, ceux qui sous-payent nos camarades immigrés, les marchands de sommeil.

A travers l'attaque contre les travailleurs immigrés, c'est toute la classe ouvrière qui est frappée. Travailleurs français, ne marchez pas dans la combine de «votre» bourgeoisie, en acceptant que vos frères immigrés soient frappés, vous vous affaiblissez vous mêmes! Non au racisme, au chauvinisme, à la division des prolétaires, c'est tous ensemble français et immigrés qu'il faut lutter!

Les prolétaires renonceraient à se défendre s'ils ne combattaient les discriminations qui frappent leurs frères de classe!

*Proletaires, camarades,*

Face à la répression, appeler la bourgeoisie au respect de sa propre légalité ou invoquer les grands principes démocratiques ne peut avoir d'autre résultat que de paralyser toute riposte ouvrière, sans empêcher les capitalistes et l'Etat de passer à l'action directe contre les travailleurs. Il n'y a qu'une voie: utiliser la force que donne à la classe ouvrière son nombre, l'organisation et l'utilisation des moyens d'action spécifiques, comme la grève par dessus les limites de catégorie et d'entreprise.

**Lisez et diffusez :**

**SOLIDARITE DE CLASSE  
AVEC LA LUTTE DES  
PROLETAIRES IMMIGRES**

Commandes au Proletaire.

Prix 3 F.

Il faut que les prolétaires conscients de cette nécessité se regroupent, travaillent à resserrer les rangs ouvriers, qu'ils expliquent à leurs camarades des usines les raisons de la lutte et demandent le soutien pour une véritable riposte de classe. C'est un travail systématique et de longue haleine qui peut seul permettre de tisser les liens entre prolétaires indispensables aux victoires futures!

On ne peut attendre des partis de gauche et des confédérations syndicales qu'ils fassent ce travail. Ils prodiguent en effet des flots de paroles pour s'indigner des violences bourgeoises mais, en revendiquant le contrôle de l'immigration, ils couvrent toutes les exactions et les persécutions policières. Ils prétendent condamner le racisme, mais dès que les ouvriers se mettent en mouvement pour lutter véritablement contre lui, comme à Marseille ou à Montpellier, ils les isolent et condamnent leur action en les traitant d'irresponsables et de diviseurs.

Quelle riposte organisent-ils pour soutenir les travailleurs de la SONACOTRA? D'abord, devant l'intransigeance capitaliste, ils ont condamné la grève et tenté de faire négocier foyer par foyer alors que les résidents demandent pour avoir plus de force une négociation avec leur comité de coordination; comité que le PC et la CGT condamnent comme gauchiste et provocateur! Ils n'hésitent même pas à utiliser la corruption: la municipalité de Bagnolet a tenté d'acheter un délégué pour qu'il fasse arrêter le mouvement! Dans ce travail de désorganisation, ils sont aidés par l'Amicale des Algériens en Europe (les flics de Boumédienne) qui tentent de diviser les travailleurs par nationalités.

Aujourd'hui, devant les expulsions récentes et les procédés d'une police qui n'hésite pas à violer tout semblant de légalité, les dirigeants réformistes et social-chauvins s'agitent beaucoup. Ils ont peur que les travailleurs ne suivent l'exemple de la bourgeoisie, ne passent aussi à des méthodes de lutte moins «sages». Ils organisent bien quelques manifestations, mais pour en appeler au bon sens, au respect des lois, de l'honneur du pays, et d'autres choses aussi écœurantes. Mais quand les résidents veulent faire une manifestation comme celle du 21 avril à Bagnolet, ils utilisent tous leurs moyens de pression et de chantage pour l'empêcher.

Bref, leur fonction est de faire dévier la lutte de son véritable terrain de classe, de la stériliser et, s'il le faut, de la briser.

*Proletaires, camarades,*

Il n'y a rien à attendre de ces partis et de ces directions syndicales ultra-réformistes pour défendre les prolétaires immigrés comme pour défendre n'importe quelle catégorie de travailleurs. Au contraire, il faut lutter contre leur politique dans toutes les organisations ouvrières, utiliser la pression collective des travailleurs pour imposer partout, dans les syndicats comme hors des syndicats, les saines méthodes de la lutte de classe et avancer les revendications susceptibles de protéger les catégories les plus exposées et d'unifier les rangs ouvriers.

**ABOLITION DE TOUT CONTROLE, LIBRE CIRCULATION DES TRAVAILLEURS A TRAVERS LES FRONTIERES!**

**EGALITE TOTALE DE TOUS LES DROITS ENTRE TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRES!**

**NON A TOUTES LES DISCRIMINATIONS! RIPOSTE DE CLASSE A TOUTE EXPULSION!**

**VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DES FOYERS SONACOTRA!**

**TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRES: UNE SEULE CLASSE OUVRIERE!**

**VIVE L'UNION COMBATTANTE DES PROLETAIRES CONTRE LE FRONT UNI DE LA BOURGEOISIE ET DE L'OPPORTUNISME!**

**PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL.**

## La nationalisation des entreprises en difficulté

# Une recette mensongère

« Il y a beaucoup d'arguments pour que Lip soit nationalisé » a déclaré Charles Piaget, en réponse aux menaces de licenciements qui visent, de nouveau, au moins 900 travailleurs de la firme. La « solution » d'une nationalisation, ou même celle d'une « Régie nationale pour toute l'horlogerie française », a été avancée aussi par le PSU, qui en parle aussi beaucoup pour Rhône-Poulenc textile, et la LCR, qui l'a qualifiée d'« axe valable », a dit qu'il faudrait l'étendre à toute la région du Doubs et à d'autres secteurs en difficulté selon les critères capitalistes (le livre, la chaussure...), pour lesquels « devrait être engagée une campagne massive faisant de la nationalisation sous contrôle ouvrier un axe de bataille »

Bien qu'ils se soient débarrassés à leur dernier congrès des quelques lambeaux de marxisme qui voilaient encore leur vraie nature de social-chauvins, les renégats du PCF profitent encore de la confusion apportée par cinquante ans de contre-révolution pour faire miroiter les quelques nationalisations de leur « programme commun » comme la garantie d'un « changement véritable ». En réalité, comme Engels le répétait déjà contre Dühring, Rosa Luxemburg contre Bernstein, la Troisième Internationale contre les sociaux-démocrates et la CGT de Jouhaux, le caractère « national » (étatisé) du capital n'enlève rien, à lui seul, à sa qualité de capital: il peut tout au plus être un facteur de concentration et d'accélération de la lutte. Tout dépend de la nature de l'Etat et de la classe qui s'en sert. La nationalisation de la terre, des instruments de production et d'échange fait certes partie du programme immédiat de la dictature du prolétariat, mais elle n'est qu'un moyen, un premier pas dans la tâche énorme de destruction des rapports capitalistes de production, du salariat, de l'échange; dont les « communistes » tricolores et leurs cousins du « socialisme autogestionnaire » dans le cadre capitaliste ont perdu jusqu'au souvenir!

Mais actuellement, lorsque ces aspirants à une gestion loyale de l'économie nationale présentent la nationalisation comme une recette pour défendre les travailleurs que le capital s'efforce de rejeter sur le pavé, que font-ils en réalité?

Ils détournent les travailleurs d'une lutte réelle, ils les empêchent de tisser des liens avec leurs frères de classe, tous menacés par la tendance du capital — à « reprise » ou pas! — à économiser sur les salaires; ils les infectent en même temps de la superstition de l'Etat arbitre, de l'illusion qu'une recette juridique et des garanties contractuelles pourraient les mettre à l'abri d'un mécanisme impitoyable dont seule l'utilisation de leur force collective pourra limiter les effets catastrophiques, tout en se préparant à le briser.

Les jeunes de la SNCF qui commencent au-dessous du SMIC, les ouvrières du tabac, sont-ils moins exploités parce qu'on les presse sous monopole national? Et les « garanties » des ouvriers de Renault, que les opportunistes ont toujours à la bouche, que valent-elles pour les maghrébins, les portugais et les africains gratifiés de contrats de trois mois et renvoyés sans indemnité et même pour les mensuels en cas de mauvaise conjoncture? Si ces messieurs les social-chauvins étaient si soucieux de ce qu'ils disent défendre, à travers les statuts de la fonction publique ou des entreprises nationalisées, les « acquis » et les « garanties », ne devraient-ils pas commencer par soutenir tous les travailleurs de ces secteurs que de multiples « statuts » d'auxiliaires, de temporaires, etc. permettent de priver, à travail égal, de ces avantages? En réalité, ils se sont empressés de sacrifier la défense de tous les travailleurs (et même de l'aristocratie ouvrière!) à la défense utopique et réactionnaire du « patrimoine national », par exemple en avançant eux-mêmes des plans de licenciements à peine déguisés pour le France ou à la SNIAS en 74. Aujourd'hui à Lip, ils s'opposent activement à tout ce qui pourrait renaitre comme un foyer de lutte réelle (par exemple en combattant la création d'un comité d'action) et s'efforcent d'entourer les ou-

(Rouge du 13-4-76).

A Lip actuellement, CGT et CFDT développent plutôt les thèmes bêtards du « développement de la région avec l'aide des pouvoirs publics », poliment suggéré par leurs délégués au préfet du Doubs et aux divers élus: la nationalisation est pourtant une revendication que l'opportunisme mettait volontiers en avant dans sa propagande comme remède aux fermetures ou aux licenciements (par exemple pour Citroën, pour les machines agricoles, l'informatique, l'imprimerie...). Que vaut pour la défense immédiate des travailleurs, et pour la reconstitution de leur force de classe, un mot d'ordre sur lequel semble se faire une si large unité verbale?

vriers combattifs d'un cordon sanitaire, comme ils l'ont fait dans tous les secteurs où se posent des problèmes analogues de reconversion technique au profit du capital (le Livre notamment).

En fin de compte, les nationalisations sont pour l'opportunisme réformiste le symbole de la subordination de la revendication ouvrière à la lutte pour les réformes, par opposition à la lutte de classe.

\*\*\*

Comment maintenant est avancée la revendication de la nationalisation par les groupes qui se revendiquent de la lutte de classe et de la révolution? Prenons la LCR, par exemple. Cette dernière avance pour LIP la revendication de « nationalisation sous contrôle ouvrier » qu'elle défendait déjà en 73, et, dans ses Programmes d'action de 74 et 75, prétend faire la critique d'une partie de ces illusions. Elle appelle à lutter pour la nationalisation sans indemnité aux capitalistes (Rouge du 13-4-76), et si possible, « la nationalisation de l'industrie horlogère avec la création d'une société unique sous contrôle ouvrier », avec un « droit de veto des ouvriers sur tout licenciement » (Rouge du 14-4-76), ceci « dans le but de défendre plus facilement les intérêts de tous les travailleurs de la branche », et « pour éviter les manœuvres de démantèlement »...

Encore une fois, nous ne pouvons nous opposer, d'un point de vue programmatique, à la revendication de la « nationalisation sans indemnité » et même « sous contrôle ouvrier », pour la bonne raison que la dictature nationalisera les entreprises mûres pour une gestion sociale et les mettra sous le contrôle de l'Etat, comme condition indispensable à une véritable centralisation sociale de l'activité industrielle. Mais disons en passant que le contrôle ouvrier, nous le concevons comme une transition vers le contrôle par l'Etat dans une première phase de la dictature, en parfaite cohérence avec Lénine, et non pas comme une mesure suffisante pour éliminer le capitalisme, sinon on tombe, comme le fait le trotskysme à la sauce gramscienne de la Ligue, dans un gradualisme qui en vient à avancer l'heure du contrôle avant la révolution.

Surtout, nous nous attachons à montrer la force qui doit se faire

l'artisan de cette nationalisation. Et c'est le prolétariat révolutionnaire, qui lie cette réforme à la prise du pouvoir! En l'absence de cette force, que devient cette revendication? Aide-t-elle à la constituer?

Le ridicule serait de s'imaginer comme les trotskystes que la revendication en elle-même, par une nature transitoire décrétée a priori, pourrait évoquer cette force! On est là plus dans le domaine de la prestidigitacion politique que dans celui de la pesante réalité qui exige un point de vue matérialiste. Combat-on au moins avec cette revendication — si l'on fait momentanément abstraction des autres facteurs et des autres conditions de la lutte — le poison avec lequel l'opportunisme stérilise cette force de classe, le poison qui donne aux prolétaires des rêves sur la possibilité de remplacer la lutte classiste et directe par la « lutte » parlementaire et pacifique pour une forme juridique miraculeuse? En l'absence d'un mouvement révolutionnaire, cette revendication ne se distingue au contraire de celle de l'opportunisme que par son caractère irréalisable. La seule opposition sérieuse qu'entretiennent ses partisans avec l'opportunisme, c'est de réclamer la nationalisation sans indemnité, ou « sous contrôle des travailleurs », dont on prétend que le caractère incompatible — au moins pour la première — avec le capitalisme serait une garantie de lutte contre le réformisme. En réalité, en l'absence d'un fort mouvement classiste, la seule chose qui est garantie, c'est la démolition des ouvriers combattifs par un objectif impossible à atteindre même par une lutte radicale et la désorientation de la masse des travailleurs auxquels on propose une revendication qu'ils ne distinguent pas de celle des réformistes, mais à obtenir par... l'action directe!

Nous pensons qu'on ne peut remplacer l'indispensable travail patient, moléculaire, obstiné, de regroupement des énergies prolétaires, de combat contre les obstacles représentés par le réformisme social et démocratique, et contre les entraves mises par l'opportunisme ouvrier, par la bonne conscience de la phrase extrémiste, surtout quand elle s'accompagne de génuflexions devant toutes les illusions gradualistes, c'est-à-dire au fond réformistes.

## N'oublions pas les soldats!

Le grand spectacle des mois de décembre et janvier, où le gouvernement et l'état-major ont non seulement fait condamner — ce qui n'était évidemment pas difficile à obtenir... — tout antimilitarisme par les partis soi-disant ouvriers, mais même fait renoncer ces partis à toute velléité de favoriser la formation de comités de soldats — même ceux conçus en symbiose avec les officiers — sans qu'ils aient reçu au préalable le feu vert du haut commandement, ce grand spectacle semble avoir cessé. Les confédérations syndicales n'en poursuivent pas moins le grand nettoyage de toute trace de liens entre les unions locales ou les sections syndicales et les comités de soldats. De son côté la hiérarchie militaire poursuit son entreprise de démolition des comités. Elle fait le moins de bruit possible, évite de mettre la Cour de sûreté de l'Etat dans le coup — bien qu'elle en utilise la menace! — pour n'avoir pas à mêler des civils à cette histoire: « L'armée est une grande famille, que diable! » Et les « petits gars » qui « se font influencer par l'extérieur » n'en vont pas moins par fournées entières à l'ombre pour 20, 40 et 60 jours, quand on n'invente pas des motifs pour doubler la mise!

Les prolétaires ont pour leur part intérêt à ce que ces faits passent les murs de la caserne. Il faut qu'ils sachent que la répression qui frappe les soldats a pour but de les dissuader de combattre la misère, l'isolement et l'abrutissement où la bourgeoisie trouve des conditions favorables pour les faire marcher s'il le faut contre les ouvriers en lutte! N'oublions pas les soldats!

# A propos des luttes à Lip

Parce que les prolétaires sont — et seront toujours — des **sans réserves**, leurs luttes de résistance, indépendamment de leurs formes, doivent avoir pour objectif la défense de la **personne** des exploités, en refusant tous les ponts, aussi illusoire que défaitistes, entre cette défense et celle des prétendus acquis matériels communs aux capitalistes et aux travailleurs : l'entreprise, la production, l'économie nationale, bref, le Capital.

En 1973, les ouvriers de Lip, dans un élan magnifique, décidèrent d'amortir les effets de la chute imminente dans le chômage d'une grosse partie du personnel en **se payant sur le capital** par la vente des marchandises. Il ne pouvait pas s'agir d'un pas en avant vers le contrôle ouvrier de la production en l'absence d'une situation générale révolutionnaire menant à la conquête du pouvoir, et moins encore d'une expérience « d'autogestion » conduisant... au socialisme d'entreprise, suivant les divers radotages de notre « extrême gauche » multicolore. Le sens d'un tel mouvement était, et ne pouvait être que de **se défendre contre le capital**, indépendamment de toute théorisation d'une « voie Lip », car il n'y a pas de « voie » pour résoudre de façon générale et définitive un problème que seule la destruction du capitalisme peut éliminer : celui de l'insécurité et du chômage. Cet objectif peut sembler « modeste » aux « révolutionnaires » de la

phrase, mais il est tout aussi « modeste » que la nécessaire lutte de résistance prolétarienne, que l'« école de guerre » du communisme, où les prolétaires, précisément parce qu'il n'existe pas de recette miraculeuse permettant d'éviter les effets de l'exploitation capitalistes, trouveront un terrain de préparation à la **guerre révolutionnaire**.

Trois ans plus tard, on annonce de gros licenciements et le dépôt du bilan de l'entreprise. La CGT, la CFDT et la CGC appellent « l'opinion publique française » à s'indigner « de voir arrêter une entreprise et plus encore (!), handicaper toute une profession ». D'après ces Messieurs, « le personnel Lip ne cherche pas à jouer une carte solitaire (?) », il veut apporter sa contribution à un plan de développement horloger français et, naturellement **par contre-coup**, à la « défense des emplois de toute une région » (*Libération*, 7-4-1976). Piaget, délégué syndical et dirigeant du PSU, pense « qu'une solution industrielle est possible » et affirme : « Nous ne ferons rien pour la gâcher (!) » (*Libération*, 6-4-76), alors que le PCF qui, lui, mène la collaboration de classe à tous les niveaux et livre les prolétaires sans défense aux effets catastrophiques du capitalisme, a le culot de traiter de haut la CFDT et Piaget en les accusant de semer des illusions « sur la possibilité d'aménager le système » (ce qui est malheureusement vrai), et

il exhorte les travailleurs à lutter pour le succès des revendications (lesquelles ?) en... préparant « la victoire du programme commun », ce qui revient à envoyer balader les ouvriers ; en même temps, il s'attaque à la lutte de défense d'hier, qualifiée « d'actions aventuristes » !

**Rouge** (14-4-76), pour sa part, critique l'attitude du PS qui cherche une solution « dans l'attente des élections de 1978 » (elles résoudre- raient donc le problème du chômage ?) pour revendiquer à son tour... la nationalisation de l'entreprise « avec contrôle ouvrier », prétendue garantie contre la liquidation de la branche et le chômage, ce que même la dictature prolétarienne ne pourra garantir (tout en diminuant et en amortissant au maximum les effets du capitalisme en voie de lente disparition). Il serait stupide et défaitiste d'adopter des airs « académiques » devant des « résultats » qui ne sont que les conséquences **inévitables et permanentes** du capitalisme qui frappe à **nouveau** les travailleurs de Lip comme il frappe toujours les prolétaires de partout, attitude qui serait aussi stérile que celle de ceux qui voulaient faire de « l'expérience Lip » le **nec plus ultra** de la lutte ouvrière. Au contraire, on doit y voir aujourd'hui une réaffirmation du besoin **constant** de défense des exploités, comme nous y avons vu hier un exemple de solidarité et de combativité ouvrière.

## Corbehem : une lutte courageuse

Le 21 février 1976, la Direction du Groupe BEGHIN-SAY envisageait des licenciements. S'ensuivent des débrayages dans deux de ses usines à Thumeries et Corbehem (Nord - Pas-de-Calais). C'est Corbehem principalement qui devait être touché par le plan de restructuration :

- suppression du service du dimanche,
- perte des primes supplémentaires,
- une centaine de reclassements à l'intérieur de l'usine,
- et surtout 50 licenciements dans la tranche d'âge de 58 à 64 ans.

En réponse au plan patronal, les travailleurs de Corbehem votèrent la grève illimitée et l'occupation des locaux à la majorité, rompant ainsi de manière éclatante avec le désastreux mot d'ordre syndical, l'ignoble « place aux jeunes ».

A partir de ce moment les travailleurs de Corbehem tentèrent de solidariser à leur mouvement leurs camarades de Thumeries. Ils se heurtèrent aux directions syndicales de cette usine — CGT, CFDT, FO — qui sans doute ne se sentaient pas concernées et se montrèrent comme à l'habitude solidaires... elles, pour défendre avec ferveur la conciliation patrons-ouvriers autour du tapis vert, envoyant une lettre à la direction dont nous donnons de larges extraits :

« Avant d'engager leur mouvement — grève et occupation de

l'usine — les travailleurs de Corbehem auraient dû épuiser toutes les possibilités de négociation. Or, la grève fut déclenchée sitôt connues les menaces de licenciement, sans discussions préalables avec la direction.

« Mais pouvait-il en être autrement, s'interrogent les représentants du personnel de Thumeries ? Alors qu'on annonce une situation financière déficitaire et qu'on refuse tout droit de regard sur les comptes. Alors qu'on propose des mises à la retraite à 58 ans avec 90 % du salaire pour la première année seulement. Et ensuite 70 ou 50 % selon les cas, moins encore si l'ouvrier tombe malade ou si la monnaie se dévalue.

« A Thumeries, nous avons connu cette situation sans heurt. Pourquoi ? Parce que des négociations entre syndicats et direction ont permis de garantir, le cas échéant, un certain plafond de ressources. Cela n'a pas été le cas à Corbehem.

« Il ne faut pas oublier ce que, nous comme vous, devons aux anciens. Les garanties légales sont imparfaites. Il est de notre devoir si nous devons nous séparer d'eux de le faire avec le maximum d'indemnités et de justice. Actuellement, nous sommes persuadés que les négociations demeurent possibles, mais encore faut-il le vouloir.

Les représentants de Corbehem le souhaitent. Ils l'ont déclaré eux-mêmes devant plusieurs centaines de travailleurs. Cette situation

étant néfaste pour tous, il est urgent d'y mettre un terme. » (*La Voix du Nord* du 24-3-76).

Quelques jours plus tard, alors que la direction avait mis sur pied un « comité pour la liberté du travail », la CGT déclarait que l'occupation de l'usine était un « facteur favorisant la prolongation du conflit et n'offrant pas les meilleures conditions de la négociation. » (*La Voix du Nord* du 10-4-76).

C'est là le langage des traîtres à la classe ouvrière qui opposent au refus systématique des travailleurs de faire les frais de la crise le recours à la conciliation et au dialogue. Ce qui se solde par des marchandages sur le dos des travailleurs : des mises à la retraite avec un « maximum de justice », des licenciements avec un « droit de regard sur les livres de comptes » ! De la poudre aux yeux pour tous les travailleurs !

Non à la conciliation et à la paix sociale que veulent imposer les directions syndicales !

Quand les travailleurs engagent un combat contre la bourgeoisie, ils ont aussi à lutter contre les larbins syndicaux qui cherchent à empêcher toute solidarité entre les travailleurs touchés par les licenciements et ceux à qui le capitalisme laisse encore un peu de répit.

Comme le disaient justement les travailleurs de Corbehem venus demander le soutien de ceux de Thumeries : « Rejoignez les camarades de Corbehem, demain ce sera votre tour ! »

## Comment la CFDT défend les chômeurs

A Toulouse, où se mène depuis plusieurs mois à l'initiative du Collectif Chômeurs une lutte pour la gratuité du gaz et de l'électricité, une rencontre avait été décidée le 13 avril avec l'UD-CFDT pour envisager les formes que pouvait prendre la solidarité de cette organisation syndicale envers la lutte des chômeurs qui avaient l'intention de se remettre eux-mêmes l'électricité en cas de coupure de l'EDF.

Les faits devaient confirmer les mises en garde que nous faisons aux membres du comité contre les illusions sur les résultats que pouvait avoir une telle réunion qui devait — selon eux — faciliter la mise en place d'un « parapluie démocratique » qui devrait protéger, par on ne sait quel miracle de la météorologie, les chômeurs de la violence des forces de ré-

pression bourgeoises.

En effet, la réunion rassemble seulement deux permanents de la CFDT. Devant le cas d'un travailleur portugais qui, en chômage depuis plus d'un an, s'était remis l'électricité après la coupure de l'EDF, les bonzes se lancèrent dans l'explication qu'eux, soucieux de leurs responsabilités, n'auraient jamais incité un chômeur à une telle action illégale (même pour un parent !) puisque, « d'après la loi, c'est un vol » ! Et de poursuivre que si les comités de chômeurs pouvaient fournir la preuve que ces chômeurs étaient des « CAS SOCIAUX », à ce moment là, la CFDT - assistante sociale serait peut-être en mesure de faire quelque chose ! N'avait-elle pas dernièrement fait indemniser, grâce à un procès, une ouvrière licenciée illégalement ? Et à quoi bon

en effet inciter les prolétaires à la lutte puisqu'on ne donne qu'aux « cas sociaux » le droit de se défendre, et encore... devant la justice ? Passons sur les attaques évidemment lancées contre le comité, naturellement « non représentatif »...

Nous eûmes l'occasion de démontrer, à partir d'un cas vraiment illustratif si on considère l'enjeu de l'action envisagée, devant les membres du comité, à quel point les bonzes sont plus préoccupés de la santé du capital que de celle des travailleurs. Cette démonstration était d'autant plus importante que le comité est guidé par des gens, proches de **Révolution** !, qui font du « soutien » préalable des « formations démocratiques » une condition *sine qua non* de toute action pour la défense des chômeurs.

## Interventions du Parti

### Ce que dit le parti aux étudiants

Voici le tract diffusé par nos sections parmi les étudiants :

La grève qui depuis près de deux mois touche les universités, les manifestations de rue, la brutale répression policière, remettent, après plusieurs années d'accalmie, le « mouvement étudiant » sur le devant de la scène sociale.

Le but de la réforme est clair et s'inscrit dans la suite de toutes celles qui ont précédé, avec en plus l'aiguillon de la crise qui pousse la bourgeoisie à exercer une pression plus grande sur les couches moyennes. En fait, il s'agit, d'une part, de « dégraisser » l'université comme on « dégraisse » l'usine (l'Etat avoue cyniquement qu'il ne peut même plus se permettre le luxe de donner à la masse importante des chômeurs en tenue d'étudiant l'illusion d'une misérable survie grâce à des bourses ou au loyer et au restaurant au rabais) ; d'autre part, il s'agit de mettre en place les conditions d'une concurrence accrue par tout un tas de mesures appropriées, notamment la suppression des diplômes nationaux et la généralisation d'une « formation scientifique et technique » permettant d'améliorer la « mobilité de la main-d'œuvre », et de faire pression sur le niveau général du salaire.

Etudiants,

Nous nous adressons à ceux d'entre vous qui seront demain prolétaires et qui ont dès aujourd'hui un aperçu du sort réservé aux classes prolétariennes (nous laissons volontiers de côté les membres des classes bourgeoises et les petits désagréments qu'ils subissent en contrepartie inévitable de leurs privilèges de classe).

Les communistes se félicitent du fait que la enième réforme de l'université a été pour les étudiants un signal de lutte, et ils dénoncent la répression féroce par laquelle le gouvernement tente d'imposer l'aggravation de vos conditions de vie et d'étude. Mais ils vous mettent en garde contre les partis libéraux-démocratiques et pseudo-ouvriers qui vous courtisent en faisant semblant de voir en vous les porteurs d'une culture prétendument au-dessus des classes, faisant de vous des êtres supérieurs à la classe prolétarienne ; une telle propagande offre un terrain favorable, dans certaines conditions, à l'enrôlement des étudiants par les forces ouvertement antiprolétariennes. Demain, comme salariés, vous aurez à choisir entre servir la classe capitaliste dans l'espoir de défendre de maigres et souvent illusoire privilèges, ou vous défendre en luttant pour les intérêts communs à tous les salariés. C'est pourquoi la résistance à la réforme ne peut prendre un sens pleinement positif pour les futurs salariés que vous êtes qu'en liaison avec la lutte de la classe ouvrière pour la défense de ses conditions de vie et de lutte et pour son émancipation du joug capitaliste.

Face au cynisme gouvernemental, les partis de gauche, qui regorgent de futurs ministres de l'Education nationale et de futurs sous-secrétaires d'Etat aux Universités, vous promettent monts et merveilles. Ils prétendent pouvoir soustraire l'Université à la mainmise directe du capital et des organisations patronales (tendance qui correspond à la concentration croissante du capital) grâce au mythe d'une protection juridique et d'un contrôle du parlement sur les monopoles ! Ils prétendent vous offrir une Université qui ferait avancer la culture scientifique et prodiguerait à tous les citoyens, « dans l'égalité des chances », une véritable formation générale, théorique, critique, « réflexive », etc., alors que pour 80 % de la population, après plus de 11 heures d'abrutissement quotidien, la seule culture possible est la recherche du sommeil dans des logements-casernes bruyants et trop étroits. Seule la révolution communiste pourra commencer à apporter un changement réel dans la culture et l'éducation en s'engageant sur la voie de **l'abolition de la division du travail** et du dépeçage des limites du métier !

Les partis de gauche rêvent aussi de concilier les intérêts des travailleurs — et des futurs travailleurs que vous êtes — avec ceux de la nation : c'est pourquoi ils subordonnent leur réforme à l'amélioration du potentiel scientifique et culturel national, qui, dans la réalité capitaliste, n'a d'autre effet que d'exacerber la concurrence entre les nations, reflet de la concurrence entre les capitaux, et de peser encore davantage sur les conditions de vie des travailleurs. Ils vous allèchent aussi avec la promesse d'un **emploi pour tous** : mais il n'y a pas en réalité de mensonge plus grand, car le capitalisme fait grandir chaque jour l'armée des chômeurs officiels (et non officiels !), et seule la destruction des rapports sociaux et des lois capitalistes, du marché, du salariat et du capital, pourra permettre de faire entrer toute la population dans la production sociale tout en réduisant radicalement le temps de travail. Surtout, ils voudraient vous faire croire que votre salaire de demain et vos conditions de vie seront déterminés par votre **qualification**. C'est faux : un salarié peut **individuellement** avoir plus de chances d'avoir un salaire plus élevé grâce à une formation plus complète qui lui permet de surpasser ses concurrents ; mais le **niveau général** des salaires ne dépend pas du niveau de culture, il dépend de la **capacité des travailleurs à surmonter la concurrence entre eux par l'organisation, par la lutte et la grève, par la solidarité et l'action de classe**.

Mais c'est justement la lutte de classe que ces Messieurs veulent éviter avec leurs réformes « de gauche » et leurs rêves creux qui n'ont d'autre effet que de paralyser la lutte de défense de la classe prolétarienne et de rendre plus difficiles les conditions de son émancipation révolutionnaire. Ils montrent ainsi ce qu'ils sont : des larbins de la bourgeoisie. Ils sont toujours là non pour vous appeler à vous défendre efficacement et à utiliser les moyens adéquats, mais pour appeler au calme, au bon sens, et à attendre sagement des réformes. Quant aux groupes d'extrême-gauche qui prétendent les combattre et préconisent des méthodes de lutte plus radicales, ils pataugent encore dans les illusions propagées par le réformisme officiel sur la culture, la qualification, la garantie de l'emploi, et autres sornettes !

Une défense efficace des étudiants qui sont de futurs salariés doit revendiquer les méthodes de la lutte ouverte contre la bourgeoisie et son Etat, en écartant les incitations à la sagesse des démocrates et de l'opportunisme, et en repoussant tous les mensonges des réformes. Elle doit avancer des revendications qui soulagent le futur salarié de la pression politique de l'Etat, du poids de la concurrence accrue et de la misère du chômage, tout en liant sa lutte à celle de la grande masse des prolétaires. Cette lutte pourrait avoir les axes suivants :

- combat contre la répression administrative et policière contre la lutte étudiante et la lutte politique à l'école et à l'Université ;
- résistance collective à l'aggravation des conditions de vie et d'étude ;
- riposte collective à l'instauration d'une concurrence aggravée (par exemple la dénationalisation des diplômes, la multiplication des examens), pour préparer la résistance à la concurrence que le capitalisme fait régner pour l'ensemble des travailleurs salariés ;
- revendication d'une indemnité égale au SMIC à toute personne à la recherche d'un premier emploi, et notamment à tout étudiant contraint d'abandonner ses études ;
- soutien aux étudiants salariés (titularisation immédiate et sans condition des auxiliaires, décharges de travail, aménagements d'horaires).

A BAS L'UNIVERSITE BOURGEOISE ET LE REFORMISME !  
VIVE LE COMMUNISME !

# Leur « front unique » et le nôtre

1921. Après les glorieux combats prolétariens des deux années rouges, la révolution internationale marque le pas en Occident. D'abord désorientée, la bourgeoisie a relevé la tête grâce à la complicité de l'opportunisme et elle est passée partout à l'offensive, tant sur le plan économique que politique, contre les conditions de vie et de lutte du prolétariat. Face à une bourgeoisie puissante malgré la crise économique, sociale et politique ouverte par la guerre et la révolution russe, une bourgeoisie armée jusqu'aux dents, forte de sa longue expérience de domination et assurée de l'appui des partis opportunistes qui, après s'être alliés à elle pendant la guerre, lui ont servi — en particulier en Allemagne — de bourreaux contre le prolétariat révolutionnaire, la classe ouvrière se bat partout avec énergie pour la défense de son pain et de son emploi.

A l'appel de l'Internationale, des partis communistes se sont formés en se séparant, bien que tardivement, des réformistes traîtres — social-chauvins ou centristes — sur la base des conditions fixées internationalement par le II<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. Mais ils sont loin

« Front unique » : cette magnifique expression qui, à l'origine, dans notre tradition, désignait l'union de combat des détachements prolétariens dans une guerre qui n'était pas métaphorique, mais physique, contre la bourgeoisie mondiale et ses alliés opportunistes, traîtres à la cause du prolétariat, est une de celles qui ont été le plus usées par les abus et les distorsions qu'elle a pu subir en plus de cinquante ans d'usage. A l'origine, déjà, les partis social-démocrates et centristes ne se faisaient pas faute d'utiliser l'attrait magique de l'« unité » pour essayer de ramener sous leur houlette les fractions du prolétariat enflammées par l'exemple de la révolution russe et les conduire à nouveau vers la collaboration de classe.

Aujourd'hui, face à une situation de crise qui est la plus grave de celles connues depuis la seconde guerre mondiale (bien qu'elle ne puisse être comparée à la crise révolutionnaire qui secoua le monde dans le premier après-guerre), nous ne sommes pas les seuls, tant s'en faut, à évoquer la perspective du front unique prolétarien. La plupart des groupes qui, tant du côté trotskyste que du côté maoïste, se réclament de la tradition de l'Internationale Communiste, parlent eux aussi de front unique, contribuant de leur mieux à accroître la confusion. Aussi n'est-il pas inutile, pour dissiper quelques équivoques, de revenir un peu en arrière, avant de montrer que « leur » prétendu front unique n'a rien à voir avec le nôtre, celui de la Gauche « italienne » mais aussi celui de l'Internationale des origines, car ils coïncident dans leur principe comme dans leurs buts, même si, au niveau de l'application, la Gauche se montra plus rigoureuse.

d'entraîner derrière eux le gros des masses ouvrières, que les partis réformistes continuent à influencer malgré toutes leurs trahisons et qu'ils ont beau jeu de désorienter, en présentant les communistes comme les « scissionnistes », les « sectaires », les « diviseurs ». Et — comme l'ont bien montré par exemple les oscillations du parti allemand à l'occasion du putsch de Kapp ou des combats de mars 21 — ils sont loin d'être capables d'assumer dans les faits leurs responsabilités de partis de combat, candidats à la direction de la révolution et de la dictature.

agents de la bourgeoisie sur le terrain des discussions théoriques, sur la démocratie et la dictature ; on ne les écrasera qu'à l'occasion des questions de pain, de salaire, de l'habillement et du logement [...]. Ce n'est que dans la lutte pour les intérêts les plus simples, les plus élémentaires des masses ouvrières que nous pourrions former un front uni du prolétariat contre la bourgeoisie. Ce n'est que dans cette lutte que nous pourrions mettre fin aux divisions au sein du prolétariat, divisions qui constituent la base sur laquelle la bourgeoisie peut prolonger son existence » (Manifeste du C.E. de l'I.C., 17 juillet 1921, dans les « Thèses des quatre premiers Congrès de l'I.C. », reprint Maspéro, p. 140-141).

Comme la Gauche, qui dirigeait alors le Parti communiste d'Italie eut à l'expliquer, contre des incompréhensions et des réticences dans les rangs des partis communistes eux-mêmes, aussi bien que contre les spéculations de certains opportunistes, cette exhortation à aller « aux masses » et à former le front uni du prolétariat ne constituait ni un tournant ni un retour en arrière, mais correspondait profondément à la vision matérialiste de la révolution et des rapports entre parti et classe, en même temps qu'elle prolongeait tout le travail antérieur de l'Internationale pour la formation des partis communistes par la scission d'avec tous les opportunistes, de gauche comme de droite.

Pour le marxisme, avant la révolution et pendant une longue période encore après la prise du pouvoir, le parti communiste est nécessairement un parti « de minorité », en ce sens qu'il n'organise dans ses rangs que la fraction la plus consciente, la plus résolue, de la classe ouvrière. Mais pour pouvoir jouer son rôle historique de direction révolutionnaire, il doit avoir autour de lui un appui réel de larges couches ouvrières, qui n'entreront jamais dans son organisation, qui ne connaîtront peut-être jamais son programme dans sa totalité ni n'auront la vision intégrale du but final communiste, mais qu'il aura conquis à ses principes : « Le parti sera l'état-major de la révolution s'il sait rassembler autour de lui l'armée prolétarienne que les développements réels de la situation conduisent à une lutte générale contre le régime présent » (La tactique de l'Internationale Communiste, janvier 1922, dans « Programme communiste », n° 51-52, p. 100).

Et s'il est vrai que la révolution elle-même est un affrontement de forces matérielles pousées en avant non par une « conscience » équitement partagée entre les individus, mais par des déterminations tenant à leurs besoins les plus vitaux, ces larges masses en lutte ne seront jamais gagnées par la seule propagande. « Le rôle du parti consiste à réaliser la synthèse de ces mouvements initiaux dans l'action générale suprême : or ce n'est pas en s'en désintéressant de façon puérile que l'on peut atteindre ce résultat, mais en les secondant et en les développant dans leur processus réel et nécessaire, en les harmonisant pour les faire converger dans l'action générale révolutionnaire » (ibid.), cette participation du parti devant bien entendu s'accompagner de la plus active propagande et d'une critique constante des autres partis, condition nécessaire pour permettre la polarisation ultérieure des masses autour du parti communiste et le saut entre lutte économique et lutte politique révolutionnaire pour la dictature du prolétariat.

La conquête de larges phalanges du prolétariat et l'appel à l'unité de combat de tous les prolétaires ne pouvait donc se confondre avec un appel à modifier les bases des partis communistes pour les ouvrir aux masses arriérées encore influencées par les partis réformistes (bien que l'expression de conquête de la « majorité » put donner lieu à des interprétations erronées dans un sens démocratique). « Le contenu indubitablement marxiste de la pensée de l'Internationale est tout juste le contraire — commentait la Gauche dans le même article — : la conquête des masses et la formation de partis vraiment communistes sont deux conditions qui, loin de s'exclure, coïncident parfaitement » (ibid., p. 99). D'une part, en effet, la conquête des masses ne pouvait se réaliser sur des bases révolutionnaires qu'autour de partis communistes fermes, « fermés » au plein sens du terme, capables de diriger sans défaillance le prolétariat vers la victoire : c'est pourquoi au moment même où elle les exhortait à se lancer dans l'action pour unifier autour d'elles les larges masses ouvrières, l'Internationale invitait ses sections à se renforcer en poursuivant l'œuvre de sélection réalisée par la scission d'avec les partis socialistes, en continuant à éliminer impitoyablement de leurs rangs les conciliateurs et les centristes qui s'y trouvaient encore. Et, d'autre part, les partis communistes ne pouvaient eux-mêmes s'aguerrir, s'endurcir, s'entraîner à assumer leur fonction d'état-major de la révolution qu'en apprenant dans la lutte l'art difficile de la tactique, l'art d'appliquer les grands principes révolutionnaires dans la réalité de la lutte quotidienne, pour la défense des intérêts même les plus humbles de la classe, en affrontant les partis opportunistes sur leur terrain, devant les masses ouvrières : « Ce front du prolétariat ne deviendra puissant et apte au combat que s'il est maintenu par les partis communistes dont l'esprit doit être uni et ferme, et la discipline solide et sévère [...]. Des partis qui ne sont pas en mesure, par leur travail révolutionnaire

quotidien, de devenir comme le souffle révolutionnaire des masses, qui ne sont pas en mesure de renforcer quotidiennement, avec passion et avec impétuosité [mais aussi, comme le Manifeste le rappellera plus loin, avec « une froide appréciation de la situation du combat » et une « tactique réfléchie »] la volonté de lutte des masses, de tels partis laisseront nécessairement échapper des situations favorables pour la lutte, laisseront s'enliser de grandes luttes spontanées du prolétariat, comme ce fut le cas de l'occupation des usines en Italie [septembre 1920, avant la formation du PCd'I] et lors de la grève de décembre en Tchécoslovaquie. Les partis communistes doivent former leur esprit de combat, ils doivent devenir l'état-major capable de saisir immédiatement les situations favorables de la lutte et de tirer tous les avantages possibles par une direction courageuse des mouvements spontanés du prolétariat. Soyez l'avant-garde des masses ouvrières qui se mettent en mouvement, soyez leur cœur et leur cerveau ! C'est le cri que le III<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Internationale Communiste lance aux partis communistes. Etre l'avant-garde, c'est marcher à la tête des masses, comme leur partie la plus vaillante, la plus prudente, la plus clairvoyante. Ce n'est que si les partis communistes deviennent une telle avant-garde qu'ils seront en mesure non seulement de former le front uni du prolétariat, mais encore, en dirigeant celui-ci, de triompher de l'ennemi » (Manifeste..., Maspéro, p. 141).

Les derniers mois de 1921 appor- teront à la direction de l'Internationale la confirmation — que la Gauche, en Italie, avait tirée depuis longtemps — que la situation de défensive pour le prolétariat durera plus longtemps qu'elle ne le croyait encore au moment du III<sup>e</sup> Congrès. C'est dans ces conditions que, sur la lancée des orientations données par le III<sup>e</sup> Congrès, fut adopté le plan tactique connu sous le nom de « Front unique », ample manœuvre, conçue et appliquée sur le plan international, pour accroître l'influence des partis communistes sur les masses en utilisant les possibilités tactiques particulières offertes par la situation.

(article à suivre)

## Le troisième Congrès de l'IC et la « conquête des masses »

Défense du prolétariat contre l'offensive bourgeoise, préparation des partis communistes pour de nouvelles occasions révolutionnaires qui cette fois ne devront plus être perdues : c'est cette double exigence qui — bien que dans une perspective qui se révélera comme trop optimiste quant aux délais prévus pour une nouvelle contre-offensive prolétarienne — inspire l'effort de la direction bolchévique, au III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale, pour mettre ses jeunes sections encore inexpérimentées sur le droit chemin du « travail révolutionnaire quotidien ». C'est elle qui anime les interventions énergiques de Lénine et de Trotsky contre les révolutionnaires de la phrase nichés dans les rangs des partis communistes, contre tous les théoriciens de la « révolution sans préparation » — les bouillants et irresponsables partisans de l'offensive à tout prix, mais aussi les doctes professeurs rouges pleins de mépris pour la lutte « purement économique », et les nostalgiques de l'unité avec les centristes — pour rappeler des principes permanents de la tactique qu'aucun militant communiste

n'aurait dû oublier : pour la victoire de la révolution il ne faut pas seulement avoir des partis véritablement communistes, pourvus d'une claire vision révolutionnaire et d'une organisation solide et aguerrie ; il faut aussi que ces partis aient su conquérir aux principes du communisme — c'est-à-dire à la nécessité de la révolution violente, de la dictature et de la terreur — des couches toujours plus larges du prolétariat ; et cette « conquête de la majorité de la classe ouvrière » à l'influence puis à la direction unique du parti communiste, contre tous les autres partis, réformistes ou faussement révolutionnaires, ne peut s'obtenir par le seul travail — certes toujours nécessaire — de prosélytisme et de propagande : elle exige aussi et surtout la participation active du parti communiste aux combats élémentaires, même partiels, de la classe ouvrière pour la défense de ses intérêts immédiats.

C'est sur les mêmes principes permanents que se fonde le Manifeste du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste aux prolétaires de tous les pays pour le front uni du prolétariat contre l'offensive du capital mondial :

« La bourgeoisie mondiale est incapable d'assurer aux ouvriers le travail, le pain, le logement et le vêtement ; mais elle montre de grandes capacités dans l'organisation de la guerre contre le prolétariat mondial [...]. Si l'on réussit à mener sur un front uni le prolétariat à la lutte, le capital, la bourgeoisie mondiale perdront les chances de victoire, la foi en la victoire que seules alors peuvent lui rendre la trahison de la social-démocratie, la division de la classe ouvrière. La victoire sur le capital mondial, ou plutôt la voie vers cette victoire, c'est la conquête des cœurs de la majorité de la classe ouvrière. Le III<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Internationale Communiste invite les partis communistes de tous les pays, les communistes dans les syndicats, à tendre tous leurs efforts, toutes leurs forces pour arracher les plus grandes masses d'ouvriers à l'influence des partis social-démocrates et de la bureaucratie syndicale traître. Ce but ne saurait être obtenu que si les communistes de tous les pays se montrent les combattants d'avant-garde de la classe ouvrière pendant cette période difficile pendant laquelle chaque jour apporte aux masses ouvrières de nouvelles privations et de nouvelles misères [...] Il faut montrer à la masse ouvrière que seuls les communistes luttent pour l'amélioration de sa situation et [que] la social-démocratie ainsi que la bureaucratie syndicale réactionnaire sont disposées à laisser le prolétariat devenir la proie de la famine plutôt que de le mener au combat. On ne saurait battre les traîtres au prolétariat, les

### LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à :

B.P. 85  
Montchoisy  
LAUSANNE 19

## Une légèreté impardonnable

Lutte ouvrière aime faire lire à ses militants le petit livre de Victor Serge intitulé Ce que tout révolutionnaire doit savoir de la répression. Cet ouvrage est politiquement juste et aide effectivement le militant, sinon à se donner un arsenal de mesures de sécurité suffisant, du moins à poser en termes corrects les questions de sécurité pour lui et pour son organisation.

On apprend notamment dans ce livre quelques habitudes et façons de faire de la police, dont une des tâches est de relever soigneusement tous les éléments qui permettent non seulement de connaître les militants, de reconstituer les réseaux des organisations, mais aussi d'évaluer leurs forces, leurs possibilités, leurs capacités d'initiative, de manière à donner à la bourgeoisie tous les éléments d'appréciation lui permettant d'agir.

Cela n'empêche pas Lutte ouvrière, dans sa nouvelle formule destinée à « faire connaître l'extrême gauche », de consacrer une rubrique spéciale à donner des renseignements pratiques, région par région, ville par ville, entreprise par entreprise, groupe par groupe, sur l'état des différentes organisations qui se revendiquent de la révolution. Qu'une organisation ait besoin de connaître les autres forces, c'est une nécessité, mais divulguer ces renseignements publiquement a le terrible inconvénient — le mot est faible — de faciliter la tâche de la police. Nous ne pensons évidemment pas que telle est l'intention des rédacteurs de ce journal. Mais alors comment expliquer une telle légèreté, surtout de la part d'une organisation qui, comble du paradoxe, pousse le souci — légitime au départ — de la clandestinité jusqu'à l'absurde, notamment dans les syndicats ? Nous ne voyons qu'une explication à cette attitude : à force de remplacer la lutte politique par le prêche socialisant et le « concrétisme » ouvrieriste, cette organisation en est arrivée à ne plus être capable de servir autre chose à ses militants, en guise de critique des autres partis, que des ragots, des bruits, des « on-dit » qui, s'ils répondent bien mal aux exigences de la lutte théorique et politique et arment bien peu les militants, ne sont pas, hélas ! inutiles pour tout le monde...

Espérons ne pas avoir à dénoncer longtemps une pratique aussi grave de conséquences !

### presse internationale

Voici le sommaire du n° 8 (23 avril 1976) de

### il programma comunista

- 1° maggio : lotta di classe, non dialogo fra le classi !
- Distingue il nostro Partito.
- Odissea dell'Italia economica e Odissea del proletariato italiano.
- Il rilancio dei « consumi sociali ».
- Comunismo rivoluzionario e lotte rivendicative (da Marx all'Internazionale comunista).
- Lotte dei ferrovieri e farse confederali.
- Onore agli scioperanti della Matisa !
- Fine ultimo e rapporti fra partito, Stato, sindacati, consigli nella dittatura del proletariato.
- Parla l'imperialismo numero uno.
- Solidarietà di classe fra occupati e disoccupati.
- Vigorosa lotta di una categoria di insegnanti.
- Note varie.

### SUPPLEMENT AU PROLETAIRE pour la SUISSE :

- Capitalisme en crise dans le monde et en Suisse.
- La grève de MATISA.
- Le mythe de la « participation ».
- Obsèques franco-suisse à la dictature du prolétariat.

# But final du mouvement communiste et rapports entre Parti, État, syndicats et conseils d'usine au cours de la dictature prolétarienne (2)

Le début de cet article a paru dans le n° 218 du Proletaire.

## Les termes de la revendication socialiste

Dans le chapitre précédent nous avons tout d'abord rappelé les caractères technico-organisatifs bien connus de la production capitaliste par opposition à l'économie artisanale et féodale. Dans leur ensemble ces caractères sont conservés et intégralement revendiqués par le mouvement socialiste. La collaboration de nombreux ouvriers à la production d'un même type d'objet, la division ultérieure du travail, la répartition des travailleurs dans des phases diverses et successives de la fabrication d'un même objet, l'introduction de toutes les ressources de la science appliquée — machines motrices et machines-outils — dans la technique productive : tels sont les apports de l'époque capitaliste auxquels nous ne nous proposons certes pas de renoncer et qui sont même la base de la nouvelle organisation socialiste. Le fait que les procédés techniques ont été débarrassés du mystère, du secret et de l'exclusivité corporatistes est un autre acquis important et irréversible car, pour le déterminisme, ces derniers rendaient difficile le développement de la science, entravée par la sorcellerie, la religion, les fausses croyances. La bourgeoisie n'a réalisé ces progrès que par des méthodes barbares et en précipitant la masse des producteurs dans la misère et l'esclavage salarié, et ceci reste toujours un point fondamental pour nous. Mais cela ne signifie certainement pas pour autant que nous nous proposons de retourner à la libre production de l'artisan autonome. [...]

La révolution capitaliste dans la production a séparé violemment les travailleurs de leur produit, de leur instrument de travail, de tous leurs moyens de productions, en ce sens qu'elle a supprimé le droit d'en disposer directement, personnellement. Le socialisme condamne cette spoliation, mais ce n'est certes pas pour restituer à chaque artisan ses outils et le produit qu'il a fabriqué avec eux pour qu'il aille sur le marché l'échanger contre des moyens de subsistance. En un certain sens, la séparation brutalement effectuée par le capitalisme est historiquement définitive. Mais dans notre perspective dialectique, cette séparation sera dépassée sur un plan supérieur et plus vaste. L'artisan libre et autonome disposait individuellement des outils et des produits ; puis outils et produits sont passés à la disposition du patron capitaliste. Ils devront revenir à la disposition de la classe des producteurs. Ce sera une disposition sociale et non plus individuelle, ni même corporative. Ce ne sera plus une forme de propriété, mais d'organisation technique générale, et si nous voulions préciser les choses dès maintenant, nous devrions parler de disposition de la part de la société et non d'une classe, puisque cette organisation tend à un type de société sans classes. [...]

La revendication socialiste classique consiste dans l'abolition du salariat. Seule l'abolition du salariat implique celle du capitalisme. Mais ne pouvant abolir le salariat dans le sens où l'on rendrait au travailleur la physionomie absurde et rétrograde de vendeur de son produit sur le marché, le socialisme revendique dès sa formation l'abolition de l'économie de marché.

Le cadre mercantile de la distribution a précédé, comme nous l'avons déjà rappelé, le capitalisme et il a englobé toutes les économies précédentes, en remontant jusqu'à celle où les hommes

eux-mêmes étaient des marchandises (esclavage).

Economie mercantile moderne veut dire économie monétaire ; donc la revendication socialiste antimercantile comporte également l'abolition de la monnaie, moyen d'échange et aussi moyen de formation pratique des capitaux.

Dans un cadre de distribution mercantile et monétaire le capitalisme tend inévitablement à renaître. Si ceci n'était pas vrai, il faudrait déchirer toutes les pages du *Capital* de Marx.

Dans tous ses textes et en particulier dans les polémiques de Marx contre Proudhon et toutes les formes de socialisme petit-bourgeois, le marxisme se prononce contre le mercantilisme. C'est un mérite du programme communiste rédigé par Boukharine, malgré la prolixité de son texte, d'avoir remis pleinement en lumière ce point essentiel.

Mais à la fin du paragraphe précédent, nous avons établi un troisième point qui distingue le capitalisme des régimes qu'il a vaincus : le produit du travail des ouvriers est amputé d'une forte fraction représentant le profit patronal, et surtout une partie importante de cette fraction est destinée à l'accumulation de nouveau capital.

Il est évident qu'en voulant retirer au patron bourgeois le droit de disposer du produit et de le porter au marché, le socialisme lui retirait aussi son droit de propriété sur l'usine et enfin la disposition de la plus-value et du profit. Il a proclamé voici plus d'un siècle que l'on pouvait abolir le salariat, ce qui signifiait dépasser l'économie de marché connue jusqu'alors. En détruisant le marché sur lequel le petit artisan du Moyen-Age se présentait timidement avec quelques articles manufacturés, et où les produits du travail associé moderne arrivent avec le caractère capitaliste de marchandises, il est bien clair que l'on détruit aussi le marché des instruments de production et le marché des capitaux, et donc l'accumulation du capital.

Mais tout ceci ne suffit pas encore.

Nous avons déjà dit que dans le processus d'accumulation il y a un aspect social. Nous avons rappelé que dans la propagande sentimentale — et qui parmi nous, socialistes, n'en a pas abusé ? — nous mettions en avant l'injustice que représentaient, face à une justice distributive abstraite, les prélèvements faits par le capitaliste sur la plus-value en vue de sa consommation ou de celle de sa famille, et qui lui permettait un niveau de vie bien supérieur à celui des ouvriers. Abolition du profit, criions-nous donc, et c'était parfaitement juste. Aussi juste qu'insuffisant. Depuis cent ans, les économistes bourgeois nous refont un compte d'où il ressort que le revenu national entier d'un pays donné divisé par le nombre de citoyens ne donne à chacun qu'un niveau de vie à peine supérieur à celui de l'ouvrier. Le compte est exact, mais sa réfutation est aussi vieille que le socialisme, même si aucun économiste bourgeois n'est capable de la comprendre.

Les diverses sommes que le capitaliste met de côté avant de prélever la dernière part qui servira à ses plaisirs ont, dans une certaine mesure, un but rationnel et social. Dans une économie collective aussi, on devra aussi mettre de côté des produits et des instruments en proportion suffisante pour permettre le maintien et la progression de toute l'organisation. Dans un certain sens, on aura une accumulation sociale.

Dirons-nous donc, nous socialistes, que nous voulons remplacer l'accumulation personnelle, privée, par l'accumulation sociale ? Cela ne suffit pas. Si la consommation d'une partie de la plus-value par

le capitaliste est un fait privé, dont nous réclamons l'abolition mais qui a quantitativement peu de poids, l'accumulation, même capitaliste, est déjà un fait social, un facteur tendanciellement utile à tous sur le plan social.

Des forces économiques anciennes qui se contentaient de thésauriser sont restées immobiles pendant des milliers d'années, tandis qu'en accumulant, l'économie capitaliste a centuplé les forces productives en quelques dizaines d'années, travaillant ainsi pour notre révolution.

Mais l'anarchie que Marx impute au capitalisme réside dans le fait que le capitalisme accumule par **entreprise**, par **usine**, des entreprises et des usines qui agissent et vivent dans un cadre **mercantile**.

Ce système (nous examinerons mieux par la suite au moyen de quelques exemples techniques cette thèse épineuse mais fondamentale) ne s'organise pas autrement qu'en fonction du profit maximum de l'**entreprise**, un profit qui souvent n'est réalisé qu'en diminuant les profits d'autres entreprises. Au départ, et ici les économistes de l'école bourgeoise avaient raison, la supériorité de la grande entreprise organisée sur la **super-anarchie** de la petite production amenait un rendement tellement supérieur que, outre le profit du capitaliste et un large prélèvement affecté à de nouvelles installations et de nouveaux progrès, l'ouvrier de l'industrie évoluée pouvait mettre sur sa table des plats inconnus du petit artisan.

Mais chaque entreprise voulant atteindre un profit maximum, chacune étant enfermée dans sa comptabilité de dépenses et recettes de marché, les problèmes du rendement général du travail humain furent, au cours du développement, mal résolus, et même résolus à l'envers.

Le système capitaliste empêche de poser le problème qui consiste à élever au maximum non le profit, mais le produit, à égalité d'efforts et de temps de travail, afin qu'une fois prélevée la part nécessaire à l'accumulation sociale, on puisse augmenter la consommation

et réduire le travail, l'effort, l'obligation de travail. Préoccupé uniquement de vendre à haut prix le produit de l'entreprise et de payer le moins cher possible les produits des autres, le système capitaliste ne peut arriver à une adaptation générale de la production à la consommation et subit des crises successives.

Donc, la **revendication socialiste** se propose d'abattre non seulement le droit et l'économie de la **propriété privée**, mais en même temps **l'économie de marché et l'économie d'entreprise**.

C'est seulement lorsqu'on tendra à dépasser ces trois caractères de l'économie actuelle : propriété privée des produits, marché monétaire, organisation de la production par entreprises, que l'on pourra dire que l'on va vers l'organisation socialiste.

Il s'agit maintenant de voir comment la revendication socialiste tombe quand on en supprime un seul terme. Le caractère « économie privée individuelle et personnelle » peut être largement dépassé, même en plein capitalisme. Nous, nous combattons le capitalisme comme classe, et pas seulement les capitalistes en tant que particuliers. Il y a un capitalisme aussi longtemps que les produits sont portés sur le marché ou en tout cas « comptabilisés » au crédit de l'entreprise, considérée comme îlot économique distinct, même très grand, tandis que la rétribution du travail est portée à son débit.

L'économie bourgeoise est une économie en partie double. L'individu bourgeois n'est pas un homme mais une maison de commerce. Nous voulons détruire toutes les maisons de commerce. Nous voulons supprimer l'économie en partie double pour fonder l'économie en partie simple que l'histoire connaissait déjà à l'époque où le troglodyte, avec ses mains pour seul instrument, sortait pour cueillir autant de noix de coco qu'il avait de compagnons dans la caverne.

Tout ceci, nous le savions déjà en 1848 : cela ne nous empêche pas de le répéter avec une ardeur juvénile.

## Le communisme n'est pas l'autonomie

Le communisme n'est pas l'autonomie.

Dans la société bourgeoise le prolétaire produit comme le veut le capitaliste (et, d'une façon plus générale et scientifique, comme le veulent les lois du mode de production capitaliste, comme le veut le capital, ce monstre extra-humain) et il consomme, dans une certaine limite, non pas autant que, mais certainement **comme** il veut. Dans la société socialiste, chaque membre ne sera pas « autonome » dans le choix de ses actes de production, **ni même** dans le choix de ses actes de consommation, ces deux sphères étant dictées par la société, et pour la société. Par qui ? demandent les imbéciles. La réponse est claire. Dans une première phase, par la « dictature » du prolétariat révolutionnaire, dont le seul organe qui peut sentir par avance le jeu des forces de la période suivante est le parti révolutionnaire. Dans une deuxième phase historique, par la spontanéité issue de la diffusion d'une économie qui aura aboli les **autonomies** des classes et des personnes dans tous les domaines. [...]

Tous les immédiatistes, qui sont des gens qui ne peuvent atteindre les sommets du marxisme, font cette erreur : à la place de la **société** ils mettent un simple regroupement de travailleurs. Ils choisissent ce regroupement en s'en tenant aux limites d'un des bagnes dont se compose la société bourgeoise d'**hommes libres** : l'usine, le métier, la petite allée territoriale et juridictionnelle. Tout leur effort consiste à dire à des non-libres, des non-citoyens, des **non-individus** (c'est cela la grandeur que leur dicte, incon-

sciemment, la révolution capitaliste) : enviez et imitez vos oppresseurs, devenez autonomes, libres, citoyens, personnes. En un mot, ils les embourgeoisent.

La question n'est pas que des groupes immédiats de la société actuelle s'attribuent les fonctions qu'a aujourd'hui le capitalisme. La question c'est la **société non capitaliste**. C'est cela l'abîme qui nous sépare de ces gens. Devant les résultats de la faillite en Russie on débâture, on dit qu'on a créé une nouvelle autocratie, un centre bureaucratique, un sommet oppresseur et que pour éviter cela il faut briser cette unité puissante : la société, en autant de fragments « autonomes », libres de singer les modèles bourgeois ignobles, et d'ailleurs, désormais, plus que dépassés, alors que nous disons, nous, que c'est l'autonomie de la personne qu'il faut briser. [...]

Que chaque association soit en possession « à sa façon » des instruments de travail de son secteur ne nous donne pas le socialisme. De cette façon on ne fait que substituer à la lutte de classe, dont l'issue n'est pas l'autonomie mais la dictature, l'absurde **bellum omnium contra omnes**, la guerre de tous contre tous, solution historique heureusement aussi inféconde qu'absurde. [...]

Antonio Labriola donna raison à Merlino quand il s'insurgea contre l'idée de Lassalle (prince de l'**immédiatisme**) qui disait qu'il fallait « préparer les voies à la solution de la question sociale en établissant une société de production avec l'aide de l'Etat sous le contrôle démocratique du peuple des travailleurs ». Ce passage infect passa en effet dans le

programme de Gotha (1875) mais il ne figure pas dans celui d'Erfurt de 1891, qui provoqua de violentes critiques d'Engels. [...]

Tous les immédiatistes que nous avons passés en revue ont transformé la revendication de la Classe dictatoriale qui **supprime** les classes, et qui n'aspire même pas à être la Seule Classe, en une autre revendication misérable : être élevée au rang de Quart Etat.

Mais qui, sinon Marx, et avec lui Engels, mit en morceaux, dans des textes qui furent cachés pendant 15 ans, cette ignoble formulation ? Il donna, dans la **Critique du Programme de Gotha**, la conception la plus classique et la plus dialectique de la société future dans des phrases qui démolissent, outre l'immédiatisme (aujourd'hui ultra-répandu) qui voudrait mettre la mamelle étatique entre les lèvres de la classe ouvrière, tout particularisme et tout fédéralisme, toutes les monstruosité sur les « domaines autonomes d'organisation économique ». Ces textes, sur lesquels Lénine travailla en maître, le prouvent encore.

Aujourd'hui, alors que nous sommes submergés par les « questions de structure », les « problèmes à résoudre », les « voies à préparer », on respire une bouffée d'oxygène en relisant ces feuilles qui ont jauni dans le tiroir de Bebel : « On remplace la lutte des classes existante par une formule creuse de journaliste : la « **question sociale** », à la « **solution** » de laquelle on « **prépare les voies** ». Au lieu de découler du processus de transformation révolutionnaire de la société, « l'organisation socialiste de l'ensemble du travail résulte » de « l'aide de l'Etat ! » (plus haut Marx avait déjà pulvérisé une autre expression idiote, qu'on entend encore aujourd'hui, sur l'« **affranchissement du travail** », alors que c'est de l'**émancipation de la classe travailleuse** qu'il faut parler).

Un peu plus loin Marx se moque de la formule : « **contrôle démocratique du peuple travailleur** » en disant qu'un « **peuple de travailleurs** [qui sollicite] l'Etat de la sorte manifeste sa pleine conscience qu'il n'est ni au pouvoir, ni mûr pour le pouvoir ».

Mais la phrase qui montre quelle est pour nous, marxistes, la forme de la société de demain, est la suivante : « **Dire que les travailleurs veulent établir les conditions de la production collective A L'ECHELLE DE LA SOCIÉTÉ** et, chez eux, pour commencer, à l'échelle nationale, cela signifie simplement qu'ils travaillent au renversement des conditions de production d'aujourd'hui : et cela n'a rien à voir avec la création de sociétés coopératives subventionnées par l'Etat ».

Gramsci ne savait pas, non pas parce qu'il ne l'avait pas lu (il avait le malheur d'être de ceux qui lisent tout), que les Ordres nous les avions laissés derrière nous depuis 1847, depuis le texte de Marx contre Proudhon.

« **Dirons-nous qu'après la chute de l'ancienne société il y aura une nouvelle domination de classe, se résumant en un nouveau pouvoir politique ? Non.** (Il aurait suffi, ô légions de contradicteurs, que vous lisiez ce seul monosyllabe).

Et pourquoi non ? Parce que « la condition de l'émancipation de la classe laborieuse c'est l'abolition de toutes les classes, de la même façon que la condition de l'émancipation du Tiers-Etat, de l'Ordre bourgeois, ce fut l'abolition de tous les Etats, de tous les Ordres ».

De nombreuses générations ont passé, et trois Internationales sont nées et mortes. Nous avons vu partir en ascension des dizaines et des dizaines de personnages qui voulaient monter plus haut que Marx, et après plus haut que Lénine. Il y en a peu, très peu qui ont atteint ne serait-ce que la hauteur du bourgeois incorruptible, de Maximilien Robespierre. Qui repose, depuis bientôt deux siècles, sur la pierre tombale de tous les Ordres Nouveaux... (à suivre)

**Lecteurs, sympathisants soutenez la presse du Parti. Souscrivez !**

## VIE du PARTI

Nos sections diffusent le tract suivant, en français et en arabe, à l'adresse des ouvriers algériens et marocains :

### Pour l'unité des exploités du Maghreb !

Le Sahara occidental et les immenses richesses de son sous-sol excitent la convoitise des différentes bourgeoisies ainsi que des vieilles classes du Maghreb. Sous le regard intéressé des impérialismes U.S. et surtout FRANÇAIS, elles ont mobilisé toutes leurs troupes, y compris les organisations « ouvrières » qui rampent à leurs pieds (autour du drapeau de l'intérêt national).

La monarchie marocaine a entraîné dans sa politique d'annexion et de brigandage tous les partis d'opposition officiels qui ont fait courber l'échine aux exploités pour quelques miettes misérables. En réalité leur récompense sera, une fois de plus, le coup de pied au cul qu'on donne aux larbins. Les ouvriers et les paysans pauvres du Maroc ne peuvent attendre de cette entreprise qu'une oppression plus grande, une armée plus puissante qui les traitera demain comme elle traite aujourd'hui les Sahraouis. Il est donc clair que pour le prolétariat et les exploités du Maroc la seule perspective de lutte réelle passe par la lutte contre l'oppression marocaine des populations sahraouies et de leur DROIT A LA SEPARATION.

#### PROLETAIRES, CAMARADES,

Mais avec l'annexion marocaine du Sahara occidental, c'est l'impérialisme et notamment L'IMPERIALISME FRANÇAIS qui se renforce en fournissant armes et instructeurs et en se préparant à prendre une part plus grande dans le pillage et l'exploitation des richesses et des populations de la région (d'ailleurs la France intervient non seulement par l'intermédiaire du Maroc mais également de la Mauritanie). C'est pourquoi, pour les prolétaires et les révolutionnaires, la solidarité et le soutien actif à l'égard des populations sahraouies, et plus généralement des masses exploitées du Maghreb, est INDISSOCIABLE de la LUTTE CONTRE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE ET SON ETAT.

#### PROLETAIRES, CAMARADES,

Quant aux dirigeants algériens ils se déclarent subitement pour l'autodétermination des peuples alors que par le passé ils se sont lamentablement tus devant l'intervention impérialiste de la France au Tchad ou devant le massacre des Palestiniens par Hussein de Jordanie (sept. 1970)! Pire, ils prétendent engager la lutte contre la monarchie réactionnaire de Hassan avec... Kadhafi, farouche défenseur de la monarchie saoudienne. En réalité le brigandage marocain menace les intérêts chauvins de la bourgeoisie algérienne et une mobilisation « patriotique » vient à point pour faire oublier l'exploitation accrue des prolétaires et paysans pauvres d'Algérie. (D'ailleurs la sollicitude du régime d'Alger pour les Sahraouis était moins grande quand il flirtait avec Franco et Hassan pour se partager le gâteau à l'amiable.) En réalité les masses prolétaires et exploitées d'Algérie ne peuvent nullement faire confiance à leur bourgeoisie nationale pour défendre les populations sahraouies. C'est pourquoi elles doivent aider leurs frères du Maroc contre le régime et la politique de Hassan. Et les masses opprimées et les révolutionnaires d'Algérie ne peuvent fournir cette aide qu'en combattant le régime soi-disant socialiste d'Alger et toute intervention de leur Etat en luttant pour le DEFAITISME REVOLUTIONNAIRE.

#### PROLETAIRES, CAMARADES,

Malgré toute la propagande chauvine dont on les assomme de tous côtés, les prolétaires et les masses exploitées ne peuvent avoir que le plus profond mépris face à toutes les visées de brigandage et de pillage. C'est pourquoi le DROIT A L'AUTODETERMINATION REELLE des populations sahraouies passe INEVITABLEMENT par l'UNION INTERNATIONALE DES PROLETAIRES ET EXPLOITES DU MAGHREB dans une lutte résolue contre les classes dominantes du Maghreb et l'impérialisme français.

#### A BAS LE BRIGANDAGE ET LE PILLAGE IMPERIALISTE !

NON A L'OPPRESSION DU SAHARA OCCIDENTAL !  
POUR L'UNITE DE TOUS LES PROLETAIRES ET EXPLOITES DU MAGHREB !

VIVE LA SOLIDARITE PROLETARIENNE INTERNATIONALE !

### Un vieux camarade toujours jeune «Piccino»

Notre camarade Otello Ricceri, que tous les camarades connaissent sous le diminutif affectueux de « Piccino », vient de s'éteindre à Marseille au terme d'une longue maladie qui ne l'empêchait pas de suivre avec une passion intacte les développements de notre mouvement. C'est un deuil douloureux pour le Parti, et les sections françaises surtout se souviendront de lui pour l'exemple constant de foi, d'enthousiasme et de lucidité qu'il donna toujours aux jeunes.

C'était un type de militant prolétarien comme on n'en connaît plus aujourd'hui et comme il n'en a presque jamais existé en France, même au temps de sa lointaine jeunesse, et les camarades français, non seulement d'une autre génération mais d'une autre origine sociale, peuvent bien dire que « sans lui, ils n'auraient eu qu'une idée très vague et purement livresque de ce qu'a été le communisme ouvrier des années 20 ».

Né à Florence en 1904, orfèvre de profession (mais combien de métiers n'a-t-il pas fait au cours de sa vie !), il avait adhéré très jeune au mouvement socialiste et avait à peine dix-sept ans au congrès de Livourne. Comme tant d'autres militants prolétaires il participa tout de suite à des actions militaires contre les fascistes en faisant preuve d'un grand courage et d'une grande résolution. Contraint pour des raisons politiques d'émigrer en 1925, il mena d'abord à Paris, puis à Lyon et enfin à Marseille, la lutte contre les staliniens et il adhéra, en y restant jusqu'à la fin, à la fraction de gauche du PCd'I à l'étranger, et après la deuxième guerre mondiale à notre Parti aux réunions duquel il assista, peut-on dire, jusqu'aux derniers jours de sa vie, une vie de souffrances et de peines, aggravées par ses mauvaises conditions de santé, mais toujours éclairée par la passion révolutionnaire.

C'était un communiste d'instinct plus qu'un militant politiquement très « instruit », mais il avait ce qu'aucune « culture » ne donnera jamais : une expérience de lutte, un bon sens prolétarien, une conscience aiguë de la nécessité de maintenir, envers et contre tout, un minimum d'organisation révolutionnaire, un attachement et une fidélité au Parti qu'il mette au-dessus de tout lien affectif et personnel, et cette vertu inestimable qu'est la patience à travers les vicissitudes si souvent décevantes de la lutte dans des conditions difficiles et avec des perspectives qui étaient loin d'être immédiates et exaltantes. Ce sont ces qualités qui ont fait de lui, pour les camarades plus jeunes qui ont grandi autour de lui, un père et — bien qu'il s'en défendit — un maître. C'est de militants de cette trempe qu'a besoin la révolution communiste. Que son enseignement et son souvenir vivent parmi nous !

# Pour la lutte de classe prolétarienne

Suite de la page 1

### Prolétaires ! Camarades !

La guerre de résistance contre le capital est **nécessaire et inéluctable**. Nous devons la mener comme une seule armée, où n'existent aucun privilège de catégorie ou de nationalité, ni aucune différence de grade. Mais les générations de prolétaires opprimés et sacrifiés sur l'autel de la « civilisation » bourgeoise nous crient : **le prolétariat doit se défendre contre le capitalisme, mais il ne doit pas se limiter à la seule défense !**

Le mode de production capitaliste, la société bourgeoise, l'Etat qui en est le rempart, doivent être **abattus** pour que la classe travailleuse puisse s'émanciper définitivement. Ce n'est qu'ainsi que sera brisé ce cercle vicieux : conquêtes partielles et provisoires, misère relative et insécurité absolue **croissantes**, crises toujours plus graves et plus rapprochées, menace **toujours plus proche de nouvelles guerres**.

La règle du capitalisme n'est pas la prospérité mais la crise, non pas la paix mais la guerre. Né d'une révolution, il doit tomber sous les coups d'une révolution, la **révolution prolétarienne**. Il n'a pas hésité à exercer sa dictature et sa terreur contre la société féodale, ni à les exercer sur le champ de bataille dans la guerre entre les Etats, et surtout dans le conflit des classes et dans la guerre civile : il devra subir à son tour la dictature et la terreur prolétariennes.

C'est dans cette perspective difficile mais **inéluctable** que la lutte pour la défense de nos exigences **immédiates** prend tout son sens et sa valeur. Cette lutte immédiate ne va pas au-delà des limites de la société capitaliste, elle ne demande et n'obtient pas plus qu'il n'est possible de lui arracher, elle ne prétend pas et ne peut pas l'abattre. Mais c'est dans cette lutte, sur un terrain de classe et avec des méthodes de classe, que se cimentera la solidarité entre tous les pro-

létaires, la conscience de la force que donne le nombre — une force qui est immense si elle est organisée — leur volonté de combattre et de vaincre — une volonté qui est énorme si elle est éclairée par le programme marxiste. C'est dans cette lutte même que naît et se développe le besoin de la dépasser pour arriver à la **lutte politique pour la conquête révolutionnaire du pouvoir**. C'est dans cette lutte, contre toute illusion démocratique, réformiste, conciliatrice, hors de tout lien avec les partis et l'Etat de la bourgeoisie dominante, dans une opposition irréductible à toute forme, neuve ou ancienne, d'opportunisme, que se trempe l'organe de la révolution, le **parti communiste mondial**.

Vive le 1<sup>er</sup> mai rouge !

Vive la lutte indépendante de classe !

Vive le communisme !

Parti communiste international.

## « Le miracle brésilien »

(suite de la page 3)

donnait s'est changée en incertitude. Et c'était justement cette assurance qui était à la base du rassemblement de tous derrière les **condottieri** du miracle : l'incertitude, l'instabilité, annoncée par les Simonsen et consorts, provoquée par la crise économique que le pays traverse et dont l'équipe gouvernementale n'est pas capable d'annoncer l'issue ou même le cours, aura comme répercussion — nous l'espérons ! — une crise sociale et politique qui, en défaisant le bloc des classes alignées derrière les militaires et les technocrates d'avril 64, et en brisant l'unanimité nationale, entraînera la rupture de ce front social étouffant. D'ailleurs on voit déjà les signes avant-coureurs (dont il ne faut pas exagérer la portée, encore très réduite) dans tout un remue-ménage politique : tentative de constitution de partis

contestataires ; apparition d'une presse « démocratique » légale en opposition ouverte à l'orientation actuelle du régime (le doyen en est l'inévitable Fernando Gasparian, le « bourgeois rouge », nationaliste de gauche, dont l'empire industriel a été ruiné par les artisans du **golpe**, les décombres ayant été achetés par le capital étranger).

La fracture de ce bloc donnera au prolétariat brésilien un peu de liberté de mouvement. Mais celui-ci ne pourra en tirer parti de façon conséquente que s'il refuse de se placer sur le terrain du légalitarisme national-démocratique sur lequel veulent l'entraîner ceux qui préconisent le retour sans douleur à une démocratie réformiste et la défense de l'industrie nationale contre le capital étranger (et le nouveau loup-garou : l'étatisation) etc. — terrain sur lequel il avait déjà succombé en 64 — et s'il se place sur le terrain de la

lutte directe. C'est seulement sur ce terrain qu'il sera capable de l'immédiat, de se défendre contre l'offensive bourgeoise qui sera déclenchée contre lui aussi bien par l'équipe actuelle au pouvoir que par ses successeurs éventuels en habit démocratique, voire « de gauche » et « socialiste » (l'exemple du Portugal est là !). C'est seulement sur ce terrain qu'il pourra rassembler ses forces, accomplir cette « union grandissante des travailleurs » qui, demain, lui permettra d'entraîner dans le sillon ouvert par sa force indépendante révolutionnaire l'énorme masse des paysans pauvres et déshérités pour s'en servir comme levier dans la lutte contre l'impérialisme américain et les classes dominantes latino-américaines.

### permanences du parti

#### EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le dimanche 2 mai, de 10 h à 12 h, local de l'A.S.B.L. — Club, « Rencontres au 53 », 53, avenue de la Couronne, 1050-Bruxelles.

#### EN FRANCE

• A Aix-en-Provence : stand à la faculté de Lettres les mercredis 5 et 19 mai de 14 h à 17 h.

• A Amiens : le dimanche 16 mai de 10 h à 12 h, café « La Rotonde », place R.-Goblet.

• A Lille : les dimanches 9 et 23 mai de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, le 1<sup>er</sup> mai de 18 h à 19 h, puis le 5 juin.

• A Marseille : la permanence est provisoirement fermée. Pour prendre contact, écrivez à F. Gambini, B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1.

• A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Klappersteil 68, 4, rue Gutenberg.

• A Paris : 20, rue Jean Bouton (12<sup>e</sup>) le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

• A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

## Le supplément Renault

Notre section parisienne vient de diffuser sur feuille recto-verso un « supplément Renault » au *Prolétaire*, destiné aux ouvriers de Renault-Billancourt. Son ambition est modeste : il s'agit de prendre appui sur les exigences de la lutte immédiate pour faire connaître notre position dans le domaine de la lutte syndicale, ce qui n'exclue nullement, bien entendu, une agitation parallèle dans tous les domaines où cela est indispensable. Ce premier numéro du supplément, dont la régularité n'est pas encore fixée, contenait d'abord un petit article général intitulé « Non à la paix sociale, vive la lutte des classes ! », ensuite une note sur la grève des ouvriers des fonderies pour une augmentation de salaires montrant le besoin de ne pas laisser cette lutte dans l'isolement malgré la volonté des directions syndicales ; il se terminait avec la note critique suivante :

### Défendre le capital ou défendre les travailleurs ?

Tant que le mode de production capitaliste subsistera, la modernisation de l'appareil productif aura pour objectif d'accroître la productivité et donc l'intensité du travail, et le profit, c'est-à-dire de produire plus et à moindre frais. Cadences plus intenses pour les uns et chômage pour les autres, voilà ce que signifie pour la classe ouvrière l'accroissement de la productivité, et elle n'a donc nullement à revendiquer des investissements qui se font pour le profit exclusif du capital et au détriment des prolétaires.

Ce n'est pas ce que semble penser la section Renault du P.C.F. qui, dans un tract diffusé le 29 mars, appelle à lutter pour « obtenir des investissements pour rénover l'usine, moderniser les équipements » et à l'hypocrisie de prétendre que cela permettra d'« atténuer les rythmes de travail » !

Ce ne sont pas les investissements mais la lutte, et l'union grandissante des prolétaires qui peuvent réduire les cadences et défendre les chômeurs. Pour créer les conditions favorables à cette lutte et à cette union, il faut aujourd'hui combattre avec détermination les soi-disant partis ouvriers qui prétendent concilier la défense des travailleurs et celle de la productivité capitaliste et de l'« intérêt national ».

directeur-gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, r. de Charenton, Paris-12<sup>e</sup>

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926